

Travail de Bachelor pour l'obtention du diplôme Bachelor of Arts HES-SO en travail
social

HES-SO//Valais Wallis Domaine Santé & Travail social

Projet « Uni-vers-elles » :
regards de femmes sur leur intégration sociale et professionnelle

Réalisé par : JACQUEMETTAZ Merry

Promotion : TS ES 06

Sous la direction de : GAY Marcelle

Sierre, décembre 2009

« Les opinions émises dans ce travail n'engagent
que leur auteure. »

Résumé

Depuis de nombreuses années, la Suisse est un pays d'immigration. Les deux dernières décennies ont vu arriver de nouvelles populations migrantes, réveillant de ce fait de nouvelles questions sociales, et notamment celle de l'intégration. En réponse à cela, le projet Uni-vers-elles a vu le jour, avec pour objectif l'intégration de femmes migrantes de la commune de Martigny. Pour ce faire, trois ateliers différents ont été mis en place avec succès (création, cuisine et informatique).

Ce projet est à l'origine de ce travail de bachelor, qui s'intéresse au regard que quelques femmes migrantes qui y ont participé portent sur leur intégration. L'objectif de cette recherche est de mettre l'accent sur les besoins de ces femmes migrantes, en terme d'intégration sociale et professionnelle et de citoyenneté.

Les résultats de cette recherche mettent en évidence les difficultés auxquelles peuvent faire face les femmes migrantes au quotidien. Ils amènent également à s'interroger sur les perspectives pour le travail social en lien avec la migration.

Mots-clés

Migration – intégration – citoyenneté – projet « Uni-vers-elles » - femmes migrantes

Table des matières

1.	Introduction.....	p. 5
2.	Présentation des étapes du projet « Uni-vers-elles »	p. 6
3.	Concepts théoriques	p. 8
3.1.	Migration	p. 8
	Définitions	p. 8
	Bref historique de la migration en Suisse	p. 9
	La migration au 21ème siècle	p. 10
	Quelques statistiques.....	p. 10
	La politique d'immigration en Suisse	p. 11
	Les femmes migrantes.....	p. 12
3.2.	Intégration.....	p. 15
	Définition.....	p. 15
	Notions connexes	p. 16
	Les différents domaines de l'intégration	p. 16
	La politique d'intégration de la Suisse	p. 19
	Les obstacles à l'intégration pour les femmes immigrées.....	p. 20
3.3.	Citoyenneté	p. 22
	Définition.....	p. 22
	Genèse du concept de citoyenneté	p. 23
	Le statut juridique.....	p. 24
	La nationalité.....	p. 24
	La participation politique	p. 24
	Les droits politiques	p. 25
	La naturalisation.....	p. 25
4.	Recueil des données et terrain d'enquête	p. 27
4.1.	Présentation de la méthodologie de recueil des données	p. 27
4.2.	Terrain d'enquête.....	p. 28
5.	Analyse des données	p. 30
5.1.	Intégration sociale.....	p. 30
5.2.	Intégration professionnelle.....	p. 35
5.3.	Citoyenneté.....	p. 38
5.4.	Synthèse générale.....	p. 42
5.5.	Perspectives.....	p. 44

6.	Conclusion.....	p. 47
7.	Bibliographie	p. 49
	Ouvrages	p. 49
	Document	p. 49
	Sources Internet.....	p. 50
8.	Annexes.....	p. 51
	Annexe n°1 : Canevas du projet Uni-vers-elles.....	p. 51
	Annexe n°2 : Article de « La Gazette »	p. 60
	Annexe n°3 : Article du « Nouvelliste »	p. 61
	Annexe n°4 : Procédure de naturalisation.....	p. 62
	Annexe n°5 : Grille « Portrait des femmes »	p. 64
	Annexe n°6 : Modèle de grille d'entretien.....	p. 65
	Annexe n°7 : Résumé du film « <i>Das Fräulein</i> »	p. 73
	Annexe n°8 : Statistiques de fréquentation des ateliers	p. 74

1. Introduction

En Suisse, l'intégration des étrangers constitue un thème politique et social depuis le début des années 80. Durant les deux dernières décennies, de nouvelles populations migrantes provenant de pays hors de l'Union Européenne a considérablement modifié la structure de la population étrangère. Le Valais, par son histoire et son développement économique a accueilli de nombreuses et diverses populations migrantes. L'intégration « naturelle », qui se faisait il y a quelques décennies par l'école ou le travail, n'est dès lors plus suffisante. Aujourd'hui, le phénomène de la migration réveille de nouvelles questions sociales, dont celle de favoriser l'intégration des migrants. La présence étrangère rend donc indispensable une évaluation constante des processus d'intégration.

En réponse à cette question sociale, nous sommes huit étudiantes à avoir entrepris un projet commun visant l'intégration des femmes migrantes de Martigny, dans le cadre de notre formation en travail social à la HES-SO Valais. Ce projet se nomme "Uni-vers-elles".

Actuellement et depuis peu, des cours de français ont été mis en place par la commune de Martigny. Le but de nos ateliers était de compléter cette mesure. Notre objectif principal était de favoriser l'intégration de ces femmes migrantes, souvent isolées. Ce projet s'inscrivait tout à fait dans les dispositions préconisées par la nouvelle Ordonnance fédérale pour l'intégration des étrangers.

La **question de départ** de ce travail tourne donc autour du projet Uni-vers-elles, en lien avec le regard que neuf femmes migrantes y ayant participé portent sur leur intégration. Ladite question est donc la suivante :

« Quel regard des femmes migrantes portent sur leur intégration sociale et professionnelle ? »

A la suite de la question de départ, des **objectifs** ont été fixés. Ces derniers étaient de deux types : théoriques et de terrain / d'action. Les voici ci-dessous:

Les objectifs théoriques :

- Définir les concepts de migration, intégration et citoyenneté.
- Identifier les causes de la migration féminine.
- Définir les différents types d'intégration.
- Repérer les conditions à la citoyenneté.

Les objectifs de terrain et d'action :

- Proposer des pistes d'intervention pour l'intégration des femmes migrantes.
- Evaluer les besoins des femmes en terme d'intégration.
- Situer la place du travail social dans le domaine de l'intégration.

L'**hypothèse** que j'ai émise au début de ce travail de recherche est la suivante : la participation de femmes migrantes à des ateliers d'intégration démontre une réelle volonté de s'intégrer.

Cette hypothèse prend sa source dans deux constatations :

- Le nombre d'associations déjà en place dans d'autres villes, d'autres lieux et qui utilisent également des ateliers de ce type,
- Le nombre d'inscriptions aux ateliers (répond donc à un réel besoin).

2. Présentation des étapes du projet Uni-vers-elles

Le projet a vu le jour en février 2008. Nous étions toutes très motivées à être actives dans l'intégration de femmes migrantes. Après une évaluation de la situation en Valais et dans le Chablais, nous nous sommes rapidement rendues compte que, mis à part des cours de français, la ville de Martigny ne bénéficiait d'aucune offre d'intégration pour les femmes migrantes. Nous avons donc décidé de cibler notre action dans cette commune. Nous avons ensuite cherché un professeur également motivé pour nous soutenir dans la mise en place de ce projet et nous l'avons rapidement trouvé en la personne de Mme Marcelle Gay. Après l'établissement du canevas de notre projet (Annexe n°1), nous avons passé à l'étape suivante.

La seconde étape de ce projet a été de prendre contact avec les différents partenaires de la ville de Martigny :

- M. Mahamadou SOGNANE, délégué à l'intégration de la ville de Martigny,
- Mme Nanette OLESEN, employée à l'intégration de la ville de Martigny,
- Mme Dominique DELALOYE, vice-présidente et responsable des affaires sociales à Martigny.

La troisième étape consistait à mobiliser les femmes. Pour nous faire connaître et inviter les femmes à une première rencontre, nous avons retenu trois possibilités : les cours de français, M. Sognane et Mme Olesen.

Nous avons rencontré les femmes au mois de mai 2008, lors d'un déjeuner-rencontre. Ce jour-là, elles se sont inscrites à un, deux ou trois ateliers de leur choix (cuisine, création et informatique). Au total, il y a eu quarante-quatre inscriptions.

Une fois ces données analysées, nous sommes passées à la phase d'organisation pratique des ateliers (budgets, recherche de salles, de locaux, de matériels, etc.). Ce fut une étape décisive, car c'est sur elle qu'ont reposé la faisabilité et la mise en place des ateliers. C'est également à ce moment-là que nous avons cherché un soutien financier auprès de divers organismes. Le Service de la population et des migrations, par son coordinateur de l'intégration, a décidé de nous soutenir, notre projet s'inscrivant tout à fait dans les dispositions préconisées par la nouvelle Ordonnance fédérale pour l'intégration des étrangers. La commune de Martigny, par son délégué à l'intégration, a soutenu nos démarches et a fourni un cadre adéquat.

A la fin août, une lettre de confirmation de participation aux ateliers a été envoyée à chacune des femmes, ceci afin de les informer des lieux et horaires, et de les mobiliser peu avant le début des ateliers.

Les ateliers se sont donc déroulés de septembre 2008 à janvier 2009. Le jeudi matin, de 9 heures à 11 heures, avaient lieu les ateliers de cuisine et de créativité, au centre de loisirs de Martigny. Le jeudi après-midi, de 14 heures à 16 heures environ, les cours d'informatique étaient donnés dans les locaux du cycle Ste-Jeanne-Antide. L'atelier de cuisine permettait aux femmes de découvrir et d'échanger des recettes du monde. L'atelier de création était basé sur la réalisation de peintures, de bricolages divers, etc. Des cours de couture et de crochet ont également été donnés. L'atelier informatique fournissait une initiation à cet outil de communication par la réalisation de CV, la découverte de l'Internet, la mise en page de lettres et autres documents.

Afin de mettre un terme à ce projet, nous avons organisé une fête-exposition le 16 janvier 2009. Les femmes et leur famille étaient invitées, ainsi que les partenaires du projet et toute personne désireuse d'en savoir un peu plus. Ce fut un vrai succès ; plus d'une septantaine de personnes étaient présentes. Ce fut également l'occasion de mettre en vente le livre de cuisine réalisé par nos trois ateliers : la cuisine pour les recettes, l'informatique pour la mise en page et la création pour la couverture et la décoration.

Et après ?

Pour tous les membres de l'équipe, il était évident que nous ne désirions pas laisser ce projet se terminer ainsi. A la suite de contacts avec diverses associations, le Centre Suisses-Immigrés à Sion s'est engagé à maintenir le cours d'informatique.

Articles de presse

Nous avons eu la chance de bénéficier de deux articles de presse durant ce projet. Le premier est paru dans « La Gazette » (Annexe n°2), journal de la ville de Martigny et Entremont, puis dans « Le Nouvelliste » (Annexe n°3). La médiatisation de notre projet a permis une certaine mise en valeur du travail social en lien avec la migration.

3. Concepts

Trois grands concepts seront développés dans les pages qui vont suivre : la migration, l'intégration et la citoyenneté. Ils ont été choisis pour leur pertinence avec le thème de ce travail de bachelor et me permettront d'élaborer les questionnaires et les grilles d'entretiens.

La migration sera abordée de manière globale : un bref historique, un aperçu de la politique d'immigration en Suisse ainsi qu'une mise en évidence des femmes migrantes.

L'intégration sera définie au moyen de notions connexes, puis divisée en différents domaines. J'aborderai ensuite la politique d'intégration de la Suisse avec ses différentes ordonnances. Enfin, un accent sera mis sur les obstacles à l'intégration pour les femmes immigrées.

La notion de citoyenneté sera également définie, puis analysée sous l'angle du statut juridique, des droits politiques, de la participation politique et de la naturalisation.

Ces trois concepts seront abordés sous la thématique de la femme migrante. Pour cette raison, chaque point développé aura un lien avec la migration féminine.

3.1. Migration

Définitions

De manière générale, ce terme englobe tous les mouvements migratoires de personnes.

Selon Le Petit Larousse 2003, la migration est « *le déplacement de population d'un pays dans un autre, pour s'y établir.* »

Voici la définition que donne l'UNESCO : « *Elle inclut, les mouvements de réfugiés, les personnes déplacées et les migrants économiques. La migration interne renvoie au mouvement d'une zone (province, district ou municipalité) à une autre. La migration internationale est une relocation territoriale des personnes entre les états-nations. Deux formes de relocation peuvent être exclues de cette large définition : premièrement le tourisme et le transfert de réfugiés. La migration est un facteur important dans l'érosion des frontières traditionnelles entre les langues, les cultures, les groupes ethniques et les états-nations. Même ceux qui ne migrent pas sont affectés par ces mouvements de population à l'intérieur ou à l'extérieur de leurs communautés et par les changements qui en résultent. La migration n'est pas qu'un simple acte de passage de frontières, mais plutôt un long processus qui affecte les vies des personnes impliquées.* »¹

Les causes de la migration sont de plus en plus complexes. Bien souvent, « *une combinaison de facteurs individuels* (propres à l'individu, personnels, etc.), *socio-économiques* (environnement, réseaux sociaux, etc.), *politiques* (différents selon

¹ www.portal.unesco.org (consulté le 8 septembre 2008)

chaque pays) *et écologiques* (lieux de vie, catastrophes écologiques, etc.) »² incite l'individu à prendre la décision de migrer.

Toutefois, des distinctions terminologiques sont encore utilisées :

- Migration intérieure : déplacement de personne à l'intérieur des frontières nationales
- Migration internationale : passage de ces frontières
- Migration circulaire : déplacement entre deux pays (partir et revenir)
- Migration clandestine : déplacement d'un individu ne disposant pas des autorisations requises pour entrer dans un pays ou pour y séjourner
- Migration permanente (=migration forcée)
- Migration de contrainte (ou migration de réfugiés)
- Migration économique : les écarts de revenus entre les régions du globe. Le migrant décide de partir de chez lui en raison de son niveau de vie ou du déficit de travail.
- Migration de personne en fuite
- Migration volontaire et involontaire

Bref historique de la migration en Suisse

Afin de comprendre la situation actuelle de la migration en Suisse, il est nécessaire de pouvoir observer de quelle manière ce phénomène a évolué au fil des siècles et des années. Je présenterai donc brièvement les grosses tendances qui se sont dessinées, accompagnées de quelques chiffres.

Entre 1850 et 1910, le marché du travail est en expansion et l'entrée en Suisse est facilitée. La population résidente étrangère passe de 3% en 1850 à 14,7% en 1910. De 1910 à 1920, la guerre fait chuter la courbe de l'immigration de plus de 4 %. Entre 1920 et 1950, les différentes crises politiques et économiques impliquent des variations dans la courbe.

Selon Etienne PIGUET, cinq phases composent l'histoire de l'immigration en Suisse ³:

1. 1948-1962 : période de porte ouverte
2. 1963-1973 : mesures de plafonnement du gouvernement
3. 1974-1984 : crise pétrolière de 1973-1974 : des dizaines de milliers d'étrangers perdent leur travail et doivent partir
4. 1985-1992 : nombre important de travailleurs étrangers (économie)
5. dès 1992 : période d'incertitude, de conflits et de tentatives visant à reformuler la politique d'immigration

² ZEUGIN B. – *Où en est la politique migratoire de la Suisse : Chances et défis* – Ed. Caritas, Lucerne, 2007, p.12

³ Tiré de : PIGUET E. – *L'immigration en Suisse, 50 ans d'entrouverture* – Ed. Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2004, coll. Le Savoir Suisse

En 50 ans, l'évolution de la population étrangère en Suisse fut très rapide. De 6,1% en 1950 à 21,1% en 2007, la population civile a fortement évolué. Nous sommes actuellement dans un moment de l'histoire très particulier, l'immigration ayant évolué non seulement au niveau démographique, mais également dans la manière de migrer. En effet, les immigrants ne sont plus des gens venant travailler quelques années en Suisse et rentrant chez eux ensuite. Depuis plusieurs années, le nombre d'immigrations à long terme ne cesse d'augmenter.

La migration au 21ème siècle

Un tiers de la population suisse est issu de l'immigration ! Ce chiffre considérable fait de la Suisse un grand pays d'immigration.

Pour le 21^{ème} siècle, quatre grandes tendances se dessinent⁴ :

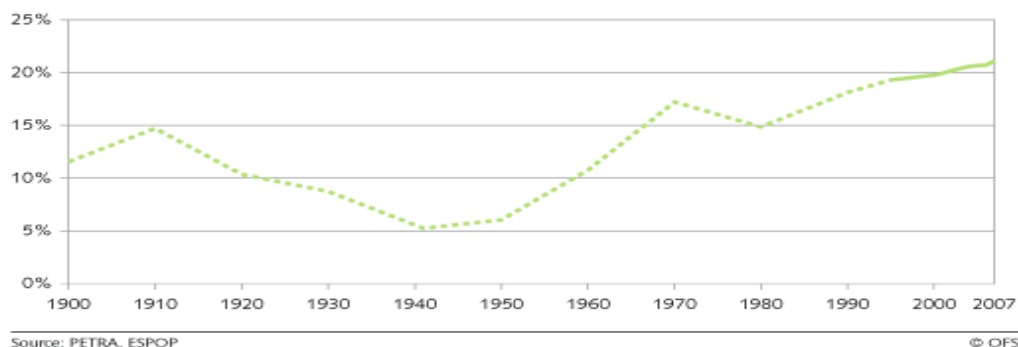
1. une migration internationale en augmentation,
2. toujours plus de pays (d'origine ou cible) concernés par la migration,
3. de nouvelles formes de migrations (complexification de la typologie),
4. une féminisation de la migration, conformément à la tendance actuelle.

Par ailleurs, face aux nouveaux modèles de migration, les catégories juridiques et administratives de migrants se multiplient et prendront, au cours des années, des formes que l'on ne peut pas imaginer.

Quelques statistiques

Pour lire les statistiques de la manière la plus objective possible, il est important d'avoir en tête quelques notions sur le système de pointage helvétique. En comparaison de certains de nos voisins européens, le taux d'étrangers en Suisse est très élevé. Ceci s'explique notamment par une naturalisation compliquée, une méthode de calcul comprenant chaque individu (et non pas la famille), etc.

Part de la population résidente permanente étrangère



⁴ ZEUGIN B. – *Où en est la politique migratoire de la Suisse : Chances et défis* – Ed. Caritas, Lucerne, 2007, p.16

« La population étrangère a subi, au cours du 20e siècle, d'importantes fluctuations qui étaient liées à la situation économique et politique. En 1910, la proportion d'étrangers en Suisse était déjà de 14,7%. Cette valeur a été dépassée en 1967. A l'exception d'une baisse dans les années 1975 à 1979 ainsi que d'un léger recul en 1983, la proportion des étrangers a augmenté continuellement par la suite et s'élève à 21,1% en 2007. La Suisse fait partie des pays européens qui ont l'un des plus hauts taux de population étrangère. Cette situation s'explique principalement par de grandes vagues d'immigration, par une politique de naturalisation restrictive, et par un taux de natalité élevé et un faible taux de mortalité de la population étrangère. »⁵

La politique d'immigration en Suisse

La politique d'immigration de la Suisse étant très vaste et le domaine légal encore plus, je citerai quelques articles qui me paraissent représentatifs et importants à la compréhension de ladite politique.

Loi fédérale sur le séjour et l'établissement des étrangers (LSEE), 1931

Cette loi, abrogée par la LEtr, était récente, compte tenu de l'histoire de l'immigration en Suisse.

Loi fédérale sur 16 décembre 2005 sur les étrangers (LEtr)

Art. 1 Objet

La présente loi règle l'entrée en Suisse et la sortie de Suisse, le séjour des étrangers et le regroupement familial. Elle règle en outre l'encouragement de l'intégration des étrangers.

Loi sur l'asile (LAsi), 1998

Art. 3 Définition du terme de réfugié

1 Sont des réfugiés les personnes qui, dans leur Etat d'origine ou dans le pays de leur dernière résidence, sont exposées à de sérieux préjudices ou craignent à juste titre de l'être en raison de leur race, de leur religion, de leur nationalité, de leur appartenance à un groupe social déterminé ou de leurs opinions politiques.
2 Sont notamment considérées comme de sérieux préjudices la mise en danger de la vie, de l'intégrité corporelle ou de la liberté, de même que les mesures qui entraînent une pression psychique insupportable. Il y a lieu de tenir compte des motifs de fuite spécifiques aux femmes.⁶

⁵ www.bfs.admin.ch (consulté le 8 septembre 2008)

⁶ www.bfm.admin.ch (consulté le 8 septembre 2008)

Les femmes migrantes

Le thème de la migration féminine commence à peine à retenir l'attention. Très rares sont les recherches effectuées sur ce thème, la migration étant considérée comme une réalité masculine. A tort, la migration féminine a souvent été observée uniquement comme une conséquence de la migration masculine, et non comme un phénomène indépendant. Les connaissances en matière d'immigration au féminin restent donc à approfondir, en même temps que les recherches sur les femmes en général.

Historique

Dans la population étrangère, la proportion des femmes ne cesse d'augmenter jusqu'en 1950, date à laquelle elle représente 59,1% contre 43,6% en 1860. Contrairement à l'homme, plus présent dans les districts mixtes et agricoles, l'élément féminin est prédominant dans les villes et dans les districts industriels.

Raisons de la migration féminine

De même que pour les hommes les raisons pour lesquelles une femme migre sont diverses. Outre le regroupement familial, les causes peuvent être : travail, études, mariage, pauvreté, manque d'opportunités, guerre, situation sociale ne leur convenant pas, goût du voyage, recherche de meilleures conditions de vie pour elle et leur famille, etc.

Dans le livret d'accompagnement du film sur le centre CAMARADA, le sociologue Claudio BOLZMAN analyse la migration féminine : « *Dans le passé, la grande majorité des femmes quittait leur pays dans le cadre du regroupement familial. Actuellement, le nombre de femmes qui se déplacent seules pour travailler dans un autre Etat est en augmentation rapide. Cette nouvelle migration s'inscrit dans un contexte où la force de travail de femmes, en particulier en provenance du tiers monde, est plus recherchée que celle des hommes dans certains secteurs de l'économie : industries du textile et du vêtement, services domestiques, autres services de proximité, professions de soins. De plus en plus de femmes migrantes deviennent ainsi les principales pourvoyeuses de revenu pour leur famille restée au pays* »⁷.

Types de femmes migrantes

« *Il faut distinguer plusieurs types de femmes dans la population migrante : les actives qui quittent leur pays d'origine pour trouver un emploi – leur souhait est bien souvent de repartir après avoir économisé - ; les femmes rejoignant leur conjoint déjà installé dans le pays d'accueil – elles ont une toute autre démarche. L'idée de retour au pays est dans ce cas moins présente chez les femmes que chez les hommes, en particulier lorsqu'elles viennent d'un pays où les droits et la culture ne les incitent pas à évoluer librement.* »⁸

⁷ HIRSCH G., TSCHOPP N. - CAMARADA *La maison des femmes exilées* [film DVD] – SAVI et CAMARADA, Genève, 2002

⁸ BENTCHICOU N. – *Les femmes de l'immigration au quotidien* – Ed. Licorne, Amiens, 1997, p. 12

Différents stéréotypes⁹

L'image qui prédomine en Suisse au sujet des femmes migrantes est très limitée et rigide ; elle se base uniquement sur les manques : la femme serait forcée à migrer à cause de sa pauvreté économique et ses ressources personnelles, éducatives et culturelles supposées très faibles.

Il existe une grande variété de situations parmi les femmes migrantes, et cela concerne aussi bien les motifs que les parcours migratoires, la condition juridique, la situation d'intégration sociale et économique et les changements de leur identité comme conséquence de la migration. Malheureusement, les études en Suisse sont loin de nous donner une vision représentative de la variété de situations de la migration féminine. Par exemple, le cas des femmes migrantes avec des qualifications professionnelles a été pratiquement ignoré.

Parmi les nombreux stéréotypes existants, trois principaux sont sortis de mes recherches :

Stéréotype 1 : la fréquence des migrations féminines (les hommes migrent plus que les femmes)

Stéréotype 2 : le modèle de la famille centré sur le père (les migrantes sont mariées).

Stéréotype 3 : la migration féminine vers l'occident signifie toujours émancipation.

Confrontés aux statistiques, ces stéréotypes sont rapidement démontés :

Stéréotype 1 : Par exemple, selon les statistiques suisses, en 1975 et 1976, l'immigration féminine fut supérieure à celle des hommes (effet de l'arrêt de recrutement des travailleurs immigrés). Depuis, l'immigration des femmes en Suisse est en plus forte augmentation que celle des hommes. A la fin 2007, environ 47% de la population étrangère est féminine, ce qui correspond à plus de 750'000 femmes.

Stéréotype 2 : Jusqu'aux années 1980, en Suisse, les femmes immigrées n'étaient prises en considération que dans le cadre d'un regroupement familial. En 1988, le rapport de l'Union Européenne concernant la situation des femmes immigrées constate qu'il n'existe pas de statut indépendant pour les migrantes, leur motif de migration se résumant, pour les autorités étatiques, au regroupement familial. Mondialement, les statistiques montrent que les femmes célibataires, divorcées ou veuves migrent plus que les femmes mariées.

Stéréotype 3 : La migration entraîne, pour ces femmes migrantes, une perte de ressources individuelles, familiales ou professionnelles, souvent sans qu'il y ait remplacement par d'autres ressources. Les statistiques suisses concernant le travail démontrent des conditions de survie difficiles pour les femmes immigrées. Dans le marché de l'emploi en Suisse, les femmes d'origine étrangère sont confrontées à une ségrégation selon la nationalité. Cela implique des places de travail non-qualifié, dans la restauration et l'hôtellerie, le commerce, le nettoyage, etc. Ce genre de travail se caractérise par des salaires et un statut professionnel très bas et une forte instabilité au niveau du contrat de travail.

⁹ Inspiré de Claire RUSSO – *L'adaptation socio-culturelle des étudiants étrangers à l'université de Genève* – Travail de mémoire – Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education, Octobre 2006

Conséquences pour la femme migrante

Dans son chapitre intitulé "*L'ironie de l'intégration au féminin*", Ahmed BOUBEKER met en évidence la question de la double discrimination : identité féminine et identité immigrée.¹⁰

L'insertion culturelle peut entraîner de profondes modifications sur le plan identitaire. Pour les femmes particulièrement, l'immigration entraîne une coupure parfois radicale par rapport au monde des références habituelles qui peuvent être profondément modifiées. Par exemple, les relations à autrui se transforment, elles intègrent de nouveaux statuts et peuvent faire face à la dévalorisation de leurs anciens statuts (le rôle de la mère à la maison, par exemple).

¹⁰ FERRY V., GALLORO P.-D., NOIRIEL G. (sous la direction de) – *20 ans de discours sur l'intégration* – Ed. L'Harmattan, Paris, 2005, p. 265-270

3.2. Intégration

Dans ce chapitre concernant l'intégration, différentes définitions de ce terme à la mode seront proposées. Quelques notions connexes seront abordées, telles que l'assimilation, le multiculturalisme ou encore la ségrégation. L'intégration sera ensuite divisée en différents domaines. Enfin, l'accent sera mis sur la politique d'intégration de la Suisse, avec ses différents niveaux de législation, ses ordonnances et son programme des points forts. Les obstacles possibles liés à l'intégration des femmes migrantes seront également mis en avant.

Définition

Ce terme a commencé à être utilisé au 14^{ème} siècle. Il trouve son étymologie dans le mot latin *integratio* (dictionnaire étymologique et historique du français, Larousse, 2000, p.395). Sa signification originelle renvoie à l'idée qu'il ne faut pas la concevoir comme une partie d'un tout, mais comme un renouvellement ou une recreation.

Afin d'illustrer la complexité de ce terme et les multiples interprétations qui peuvent en découler, je vous présente, ci-dessous, un échantillon de définitions relatives à ce terme.

« Dans le contexte migratoire, le terme « intégration » désigne le rapprochement mutuel des immigrés et de la population indigène. La condition est à la fois la disponibilité des immigrés à s'intégrer et l'ouverture de la population majoritaire. L'intégration tend à instaurer une égalité des chances d'accéder aux ressources économiques et sociales. »¹¹

L'intégration est "l'ensemble des liens sociaux qui font qu'un individu est inscrit dans telle société et en partage les codes"¹²

Selon l'Office fédéral des migrations, l'intégration est *"un processus réciproque auquel participent, non seulement les ressortissants étrangers, mais aussi la population suisse."*, qui a pour objectif *"d'instaurer l'égalité des chances et d'encourager la participation des étrangers: en effet, les personnes étrangères résidant de manière légale et durable en Suisse doivent pouvoir participer à la vie économique et sociale locale au même titre que les citoyens suisses."*¹³

« La CFE (Commission Fédérale des Etrangers) a décrit de la manière suivante ce qu'il convient de comprendre par intégration :

- L'intégration, c'est l'engagement concret de chaque individu.*
- L'intégration, c'est un processus social.*

¹¹ ZEUGIN B. – *Où en est la politique migratoire de la Suisse : Chances et défis* – Ed. Caritas, Lucerne, 2007, p. 81

¹² Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles, p. 169

¹³ www.bfm.admin.ch (consulté le 14 juillet 2008)

- *L'intégration, c'est aussi la mise au jour de conflits.*
- *L'intégration, c'est l'égalité des droits et des chances.*
- *L'intégration, c'est la participation.*
- *L'intégration nous concerne tous et constitue une tâche qui relève de la politique de l'Etat. »¹⁴*

« Par intégration des immigrés on entend leur accès à la formation, à l'emploi et au logement, ainsi qu'à la participation à la vie sociale et politique, et ce sur un pied d'égalité avec les autochtones. Sur le plan culturel, intégration veut dire que cette participation égalitaire des immigrés à toutes les sphères de la vie sociale et politique est considérée comme compatible avec le maintien des éventuelles spécificités et de la cohésion des groupes immigrés. »¹⁵

« «Est intégré celui qui se sent accepté», écrit Walter Schmid dans ses réflexions sur ce que l'intégration peut signifier. Il s'agit cependant aussi bien d'éprouver un sentiment d'appartenance que d'être pris au sérieux en ce qui concerne sa propre personnalité. »¹⁶

Synthèse des définitions

Le point commun de toutes ces définitions est que l'intégration est un processus continu, jamais achevé, et qui nécessite des échanges réciproques entre tous les membres d'une société.

Notions connexes

Assimilation

L'assimilation s'oppose à l'intégration. Elle implique une adaptation unilatérale des immigrés à la population indigènes.

De 1960 à nos jours, la représentation de l'immigration a passé de l'assimilation à l'intégration. Autrefois, l'étranger qui désirait devenir Suisse devait être "plus Suisse que les Suisses", en abandonnant un maximum ses spécificités culturelles.

L'assimilation est exigée concernant le noyau dur de la société (obligation fiscale, droit à l'éducation, égalité des sexes, liberté de conscience, etc.). Par contre, dans le domaine de la sphère privée (la religion, par exemple), la liberté et le choix sont de mise.

¹⁴ www.eka-cfe.ch (consulté le 9 septembre 2008)

¹⁵ FRAGNIERE J.-P., GIROD R. - *Dictionnaire suisse de politique sociale* – Ed. Réalités sociales, Lausanne, 2002, p. 185

¹⁶ www.terra-cognita.ch (consulté le 8 septembre 2008) N°9 /2006 : Quelle intégration ? Simone Prodolliet

Multiculturalisme

Le multiculturalisme "prolonge l'idée de maintien de la culture d'origine tout en la radicalisant. Elle tend ensuite par extension à valoriser, inconditionnellement, tout groupe minoritaire ou minorisé (groupes ethniques, femmes, homosexuels, handicapés, etc.)."¹⁷

Intégration vs ségrégation

Ce tableau de Berry démontre que pour qu'il y ait intégration, il est indispensable que la personne immigrée conserve son identité et ses caractéristiques culturelles et qu'elle maintienne des relations avec d'autres groupes. Si l'un de ces deux éléments manque, il y aura ségrégation, assimilation ou marginalisation. En d'autres termes, intégration signifie un comportement double, fait à la fois d'adaptation à la nouvelle culture du pays d'immigration et de maintien de la culture d'origine.

		Est-il important de conserver son identité et ses caractéristiques culturelles ?	
		OUI	NON
Est-il important de maintenir des relations avec d'autres groupes ?	OUI	Intégration	Assimilation
	NON	Séparation / Ségrégation	Marginalisation

Berry, 1989, La recherche interculturelle

Les différents domaines de l'intégration

Les domaines de l'intégration sont nombreux et la liste citée ci-dessous n'est certainement pas exhaustive :

- **Professionnelle** (et économique) : le poste de travail est l'un des endroits les plus importants en matière d'intégration. Avoir du travail signifie être reconnu dans la société.
- **Sociale** : intégration dans le quartier, dans la ville, etc.
- **Amicale, cordiale** : connaître ses voisins et la ville, avoir du contact avec eux.
- **Culturelle** : parler la langue nationale, connaître les coutumes du pays, des pratiques sociales, etc.
- **Civile et politique** : exister vis-à-vis des autorités (dernière ordonnance sur l'intégration).

¹⁷ WINDISCH U. – *Immigration : quelle intégration ? quels droits politiques?* – Ed. L'Age d'Homme, Lausanne, 2000, p.16

L'intégration linguistique traverse les différents types d'intégration, étant donné qu'elle est l'un des éléments de base pour s'insérer dans une société.

En Suisse, il existe un profond fossé entre l'intégration économique et sociale d'un côté et l'intégration politique de l'autre. La situation ne va pas changer, étant donné que la naturalisation facilitée prévue pour les jeunes étrangers a été rejetée en votation populaire en septembre 2004.

La politique d'intégration de la Suisse

Dans le concept de la migration, le cadre général qu'est la loi fédérale a été posé. Il s'agit maintenant de développer l'axe juridique de l'intégration avec ses différents niveaux de législation.

Législation fédérale : Ordonnance sur l'intégration des étrangers (2000)

Art. 2 Principes et buts (art. 4 et 53 LEtr)

1 L'intégration vise à établir l'égalité des chances entre Suisses et étrangers dans la société suisse.

2 L'intégration est une tâche pluridisciplinaire que les autorités au plan fédéral, cantonal ou communal se doivent de prendre en compte avec le soutien des organisations non-étatiques, partenaires sociaux et organisations d'étrangers compris.

3 Elle se réalise pour l'essentiel dans le cadre des structures dites ordinaires, à savoir l'école, la formation professionnelle, le marché du travail et les institutions de sécurité sociale et du domaine de la santé. Il y a lieu de prendre en compte les besoins particuliers des femmes, des enfants et des jeunes. Des mesures spécifiques à l'intention des étrangers ne seront proposées qu'à titre de soutien complémentaire.¹⁸

Art. 4 Contribution des étrangers à l'intégration (art. 4 LEtr)

La contribution des étrangers à l'intégration se manifeste notamment par :

- a. le respect de l'ordre juridique et des valeurs de la Constitution fédérale;
- b. l'apprentissage de la langue nationale parlée sur le lieu de domicile;
- c. la connaissance du mode de vie suisse;
- d. la volonté de participer à la vie économique et d'acquérir une formation.

Législation cantonale : Ordonnance sur l'intégration des étrangers et la lutte contre le racisme (2005)

Législation communale : aucune obligation, mais réels encouragements depuis 2000 (attribution de subventions)

De manière générale, la politique d'intégration tend à une répartition plus équitable des chances et à une réduction des inégalités sociales.

Depuis 2001, la Confédération alloue un crédit destiné à la promotion de projets d'intégration. Les contributions sont allouées par l'Office fédéral des migrations, à la demande de la CFE.

¹⁸ www.admin.ch (consultée le 3 septembre 2008)

Programme des points forts

Depuis 2001, la Confédération soutient annuellement des projets d'intégration pour un montant de 10 à 14 millions de francs. Les conditions sont réglées dans le « Programme des points forts de 2008 à 2011 » qui concerne :

1. Langue et formation
2. Services spécialisés "Intégration"
3. Projets-modèles

« L'Office fédéral des migrations ODM et les délégués cantonaux à l'intégration sont responsables pour les projets des points forts 1 et 2; quant à la mise en oeuvre du point fort 3 la responsabilité incombe à l'ODM et à la CFM. Les demandes sont examinées sur la base de mises au concours ou d'invitations à présenter une offre. »¹⁹

Les fondements d'une politique de l'intégration

"Une philosophie politique de l'intégration et son application concrète doivent reposer sur les trois fondements suivants :

1. le respect des identités et des diversités culturelles
2. la possibilité de communiquer entre ces diverses identités culturelles. Ce qui suppose, pour les Suisses, par exemple, la connaissance de plusieurs langues nationales et, pour les immigrés, la connaissance au moins de la langue nationale de leur région linguistique de séjour. A ce propos, un effort tout particulier devrait être fait, en plus de celui entrepris à l'école, pour favoriser le bilinguisme des enfants également en direction des parents et notamment des mères au foyer. En cas de limitation des connaissances linguistique à la seule langue d'origine, les difficultés d'intégration vont faire boule de neige.
3. la mise en pratique effective et quotidienne par tous les habitants du pays – Suisses et immigrés – de ce qui a été appelé la personnalité politico-culturelle de base helvétique, puisque c'est elle qui favorise l'intense participation sociale, culturelle et politique propre à la démocratie directe. On retrouve la thèse qu'une possibilité de participation réelle et assez rapide des immigrés mais aussi de tous les jeunes en général au système politique et social de la démocratie directe, contribuerait de manière marquante à l'intégration sociale en général, intégration qui stimulerait ensuite le désir de s'identifier encore plus complètement à une telle société par la naturalisation."²⁰

Les obstacles à l'intégration pour les femmes immigrées²¹

Dans le cadre du Projet du Conseil de l'Europe intitulé « L'intégration des immigrés : vers l'égalité des chances », une réunion a eu lieu en 1994 sur « Les femmes immigrées et l'intégration ». A la suite d'échanges d'expériences et de réflexions sur

¹⁹ www.ekm.admin.ch (consulté le 5 septembre 2008)

²⁰ WINDISCH U. – *Immigration : quelle intégration ? quels droits politiques?* – Ed. L'Age d'Homme, Lausanne, 2000, p.53-54

²¹ *Les femmes immigrées et l'intégration* – Les éditions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1995, p.7-9

des projets en faveur des femmes immigrées, des convergences et des disparités de situations selon les pays d'accueil ont été révélées.

« Les convergences signalées tournent autour de quelques aspects essentiels :

- le statut juridique des femmes immigrées, trop souvent dépendant des conditions restrictives du regroupement familial ;*
- les difficultés linguistiques particulièrement pour les primo-arrivantes ou les femmes de la première génération – les mères ;*
- l'absence de qualification professionnelle ou, notamment pour les réfugiés, la non reconnaissance de leur qualification antérieure par défaut d'équivalence des diplômes ;*
- l'isolement des femmes, mères de familles nombreuses, absorbées par les tâches domestiques ;*
- l'origine rurale et l'analphabétisme créant des obstacles difficiles à surmonter dans des sociétés urbaines et touchées, actuellement, par la concurrence sur le marché du travail. »*

3.3. Citoyenneté

De la même manière que pour les points développés ci-dessus, la citoyenneté sera d'abord définie. Afin de bien comprendre ce concept et son évolution, une genèse en sera faite. Quelques dimensions évoquées dans la définition seront ensuite développées, telles que le statut juridique, la nationalité, la participation politique, les droits politiques et la naturalisation.

Définition

La citoyenneté est ce qui caractérise l'action politique du citoyen. Cela signifie que ce dernier est capable de participer à la vie civique d'une société. L'individu doit donc être capable d'assumer activement ses droits et ses devoirs.

Thomas Marshall propose la définition suivante : *"La citoyenneté est un statut accordé à ceux qui sont membres à part entière d'une communauté. Tous ceux qui jouissent de ce statut sont égaux au regard des droits et des devoirs dont un tel statut est doté"* (*Citizenship and Social Class*, 1965, p. 92)²². Il ressort de cette définition que la citoyenneté est à la fois appartenance et participation.

D'après la Commission fédérale pour les questions de migration (CFM), le concept de citoyenneté renvoie « *aux conditions de l'appartenance (qui en fait partie?), aux conséquences légales dans le sens des droits et des obligations (quelles possibilités l'appartenance ouvre-t-elle?) et à l'aménagement actif de l'appartenance à une collectivité publique (comment les possibilités sont-elles exploitées?)*. »²³

Selon Jean Leca (*Questions sur la citoyenneté*, 1983, p. 113-125), il y a trois dimensions pluridisciplinaires de la citoyenneté ²⁴:

- un statut juridique conférant des droits et des obligations vis-à-vis de la collectivité politique (le droit).
- un ensemble de rôles sociaux spécifiques distincts des rôles privés, professionnels, économiques, etc. (la sociologie),
- un ensemble de qualités morales (la philosophie politique et morale).

Selon Charly Maurer, « *les principales compétences à développer sont :*

- *Analyser des situations qui constituent des débats de société*
- *Connaître les institutions au niveau local, national et international,*
- *Exercer des pratiques citoyennes : débat, argumentation, gestion des conflits,*
- *Porter un regard critique et autonome ; se positionner en fonction de connaissances, de savoir-faire et de valeurs explicites,*
- *Changer de perspective d'analyse et repérer les interdépendances,*
- *Imaginer des possibilités d'action et les mettre en œuvre.* »²⁵

²² Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles, p. 51

²³ www.ekm.admin.ch (consulté le 9 septembre 2008)

²⁴ Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles, p. 50

Genèse du concept de citoyenneté

La genèse qui suit permet de mettre en évidence quelques problématiques actuelles au sujet de la citoyenneté.

- « - La citoyenneté est née dans la Grèce ancienne : en ces temps, les citoyens avaient le droit légal de participer aux affaires de l'Etat. Mais tout le monde n'était pas citoyen, et les esclaves et les femmes, en particulier, n'étaient que des sujets. Pour qui avait le privilège d'être citoyen, l'idée de la « vertu civique » ou d'être un « bon » citoyen était un aspect important du concept. Cette tradition déboucha sur l'importance donnée aux **devoirs** que les citoyens étaient censés accomplir.
- L'association du concept de citoyenneté à celui d'**identité nationale** a tout naturellement découlé du lien entre le statut légal de « citoyen » et l'existence d'un état-nation, d'où le lien établi entre citoyenneté et patriotisme.
- La conception libérale de la citoyenneté, apparue durant le 19^{ème} siècle, insistait sur l'importance des **droits** pour tous les citoyens. Tandis que se répandait le droit de vote, la justice et les droits politiques devenaient une réalité pour une proportion croissante de la population.
- Au 20^{ème} siècle, les partisans de la « citoyenneté sociale » sont allés plus loin, en reconnaissant que les droits civils et politiques ne constituaient qu'une partie de ce que les citoyens devaient pouvoir attendre de l'Etat. L'essor de la **protection sociale** au cours du siècle passé doit beaucoup aux penseurs affirmant que les droits des citoyens devaient englober leurs conditions de vie et de travail, outre leur simple participation à la « haute » politique.
- Le concept de « **citoyenneté plurielle** », apparu il y a quelques temps, permet que des individus soient citoyens de plus d'un Etat ou corps organisé en même temps. Ainsi, avec l'essor de l'Union européenne, les citoyens des Etats membres possèdent de plus en plus de droits et de devoirs à l'égard de l'Union dans son ensemble, et non plus seulement à l'égard de leur seul Etat d'origine.
- Autre trait du concept de citoyenneté, qui gagne en importance : la notion d'**éducation**. Si la citoyenneté au sens traditionnel implique la jouissance de droits et aussi l'accomplissement de devoirs, on peut en déduire que, d'une certaine façon, on ne naît pas citoyen mais on le devient. La loyauté et la responsabilité, par exemple, s'apprennent et se cultivent. Aussi, si ces qualités sont indispensables pour devenir un citoyen dans toute l'acception du terme, les « vrais » citoyens doivent être éduqués – au sens large du terme. »

²⁵ www.globaleducation.ch – Fondation Education et Développement – L'éducation à la citoyenneté par Charly MAURER

Le statut juridique

Le statut juridique est la condition juridique au regard de l'Etat de résidence, notamment s'il y a eu arrivée dans un cadre légal ou, au contraire, clandestinité, si le séjour est à titre individuel ou au titre de regroupement familial, en tant qu'immigrée ou personne sollicitant l'asile politique.

La nationalité

Selon le site de la Confédération suisse, la nationalité est l' « *Appartenance juridique d'une personne à un Etat déterminé. Selon l'art. 37 al. 1 de la Constitution fédérale, une personne de nationalité suisse est une personne qui possède un droit de cité communal et cantonal. Toute personne qui n'est pas suisse au sens de cet article est considérée comme étrangère. Les apatrides et les personnes dont on ne peut pas déterminer la nationalité sont donc considérés comme personnes de nationalité étrangère. La population définie par la nationalité comprend : (1) les Suisses = personnes de nationalité suisse; (2) les étrangers = personnes de nationalité étrangère.* »²⁶

Il est important d'avoir à l'esprit que la nationalité est la condition nécessaire à la citoyenneté, mais elle ne suffit pas à lui donner toute sa substance.

La participation politique

Une intégration réussie n'est possible que par la participation à la société. Pour ce faire, il est nécessaire pour le migrant de connaître non seulement la langue locale, mais aussi le mode de vie prévalant sur place. Au-delà de la connaissance, la compréhension des codes culturels (éducation, formation, rassemblements, etc.) de l'autre permet au migrant de participer à la vie sociale de son pays d'accueil.

« La participation politique se réfère à des accès possibles aux processus de formation d'opinion et aux processus décisionnels au sein de l'Etat et des collectivités démocratiques de notre société. Dans notre pays fédéraliste, on distingue trois modèles de démocratie: la démocratie des nationaux, la démocratie dite de l'implication et la démocratie territoriale. Les différents concepts de la citoyenneté sont inhérents aux divers modèles de démocratie. »

Cependant, en Suisse, une majorité populaire s'oppose à une participation politique des étrangers, car "*pour participer à la vie politique il faut être national*"²⁷. La citoyenneté serait donc indissociablement liée à la nationalité ?

²⁶ www.bfs.admin.ch

²⁷ WINDISCH U. – *Immigration : quelle intégration ? quels droits politiques?* – Ed. L'Age d'Homme, Lausanne, 2000, p.33

L'octroi de droits politiques aux immigrés pourrait constituer un fort moyen d'intégration sociale et culturelle. Cela permettrait de prendre part à tous les aspects de la vie collective de la société.

Les droits politiques

« Les droits politiques au sens large permettent d'exercer – de manière non institutionnalisée ou formalisée – une influence sur la formation de la volonté politique. »²⁸

Il s'agit, par exemple, des droits à la liberté politique, ou droits fondamentaux à la communication (par exemple : le droit de constituer des associations, la liberté de réunion, la liberté de presse, la liberté générale d'expression et la liberté de pétition). Ces droits à la liberté garantissent les formes d'activités politiques les plus diverses, telles que par exemple la participation à des débats politiques dans les médias, la libre expression politique dans des interviews, la signature et le dépôt de pétitions, la diffusion de recommandations au sujets d'élections et de votations, la réalisation d'enquêtes et de sondages avant et après des élections et des votations, etc.

Aperçu des droits politiques (état au 31 décembre 2007)²⁹	
Droit de vote et d'élection des étrangers sur le plan cantonal	JU, NE
Droit de vote et d'élection des étrangers sur le plan communal (dans toutes les communes)	JU, NE, VD, FR, GE
Droit de vote et d'éligibilité des étrangers sur le plan communal (lorsque la commune le décide)	AR, GR, BS (seulement Bettingen et Riehen)
Les étrangers sont éligibles (avec certaines restrictions) dans les communes des cantons	AR, GR, JU, VD, FR, NE

²⁸ www.ekm.admin.ch (consulté le 8 septembre 2008)

²⁹ Rapport annuel 2007 de la Commission Fédérale des Etrangers, Berne

La naturalisation

Le droit de la nationalité change très souvent, alors que cela devrait être une des bases de l'Etat. C'est un domaine particulièrement instable. La loi fédérale sur l'acquisition et la perte de la nationalité est une loi ancienne (1952), ayant été révisée un très grand nombre de fois.

Pour devenir Suisse, il ne suffit pas d'obtenir la nationalité suisse. Il faut aussi devenir citoyen d'une commune et être admis par le canton. Du fait de la complexité de ce système à trois niveaux, la procédure de naturalisation peut durer très longtemps. A titre indicatif, en 2007, environ 44'000 personnes ont obtenu la nationalité suisse.

La procédure de naturalisation ainsi que la naturalisation ordinaire et facilitée sont détaillées en annexe (Annexe n°4).

4. Recueil des données et terrain d'enquête

Pour aborder l'analyse des données, un descriptif de la méthodologie de recueil des données, puis du terrain d'enquête, s'avère nécessaire, dans un premier temps, afin de cerner le cadre dans lequel s'est déroulée la recherche entreprise.

Dans un deuxième temps, j'entreprendrai l'analyse des données sur la base de deux éléments : le portrait des femmes et les entretiens effectués avec neuf d'entre elles.

En dernier lieu, je relèverai les perspectives pour le travail social en lien avec la population migrante et son intégration ainsi que pour les femmes migrantes.

4.1. Présentation de la méthodologie de recueil des données

Un **questionnaire-portrait** global a été rempli par chacune des femmes au début des ateliers (Annexe n°5). Il comportait des questions liées à l'identité, telles que l'état civil, la date d'arrivée en Suisse, le nombre d'enfants, etc. Ce questionnaire a permis d'avoir une vision de certaines caractéristiques des femmes qui ont participé aux différents ateliers.

Des **entretiens semi-dirigés** plus détaillés ont eu lieu avec neuf femmes ayant travaillé dans l'un des trois ateliers.

Cette méthode m'a permis d'entrer dans un échange réfléchi et approfondi avec neuf femmes et d'avoir ainsi une meilleure compréhension de leur intégration. Ces entretiens se sont déroulés de décembre 2008 à janvier 2009, c'est-à-dire vers la fin de nos ateliers d'intégration. Huit d'entre eux ont eu lieu au centre de loisirs de Martigny, dans une salle isolée. Le dernier, pour des raisons pratiques, s'est déroulé dans un petit café très calme. A l'exception d'un entretien, tous ont été enregistrés sur magnétophone, ceci afin d'être vraiment à l'écoute de la femme interviewée et d'éviter une trop grosse prise de note durant ce moment important. En moyenne, les entretiens duraient une trentaine de minutes. Au début de chaque entretien, je précisais que ce dernier était confidentiel, et si nécessaire, je réexpliquais le contexte dans lequel il s'inscrivait (travail de recherche pour l'obtention de mon bachelors). Afin que la femme interviewée se sente à l'aise, je lui présentais la manière dont l'entretien allait se dérouler, en mettant en avant le fait que ses réponses ne pouvaient être ni justes ni fausses. Un résumé du film était ensuite fait avant de commencer l'interview à proprement parler.

La grille d'entretien (Annexe n°6) était construite en trois parties distinctes, basées sur les concepts suivants :

- Intégration sociale au lieu de vie,
- Intégration sociale au travail,
- Citoyenneté.

Afin d'illustrer et d'animer l'entretien, des extraits du film « Das Fraulein »³⁰ étaient diffusés sur un ordinateur portable avant chacune des parties de l'entretien. Un résumé de ce film est présenté en annexe (Annexe n°7). Les objectifs de l'utilisation de ce moyen didactique étaient les suivants :

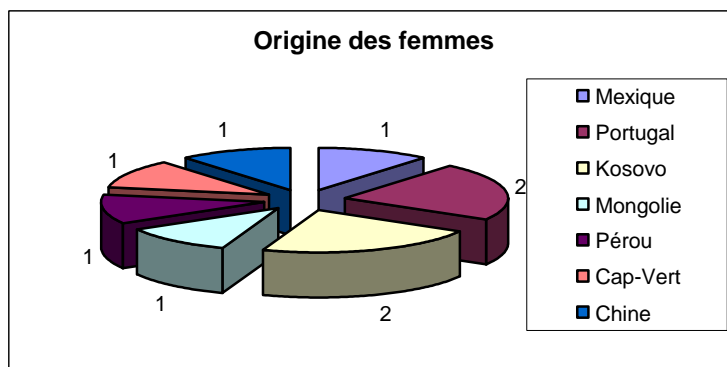
³⁰ STAKA A. – *Das Fräulein* [film DVD] – Praesens-Film, Zürich

- favoriser l'accès à la compréhension la plus proche possible des questions posées en visionnant les contenus choisis, partant du fait que l'image est un moyen didactique porteur d'une relative « neutralité langagière »,
- favoriser par là même un décryptage des questions au-delà des frontières linguistiques étant donné les langues maternelles fort différentes parlées par les femmes concernées,
- permettre aux femmes d'être à l'aise en apportant un côté « détente » à l'entretien,
- réveiller chez elles des moments peut-être oubliés de leur arrivée en Suisse,
- favoriser une éventuelle identification à l'une ou l'autre des protagonistes du film.

4.2. Terrain d'enquête

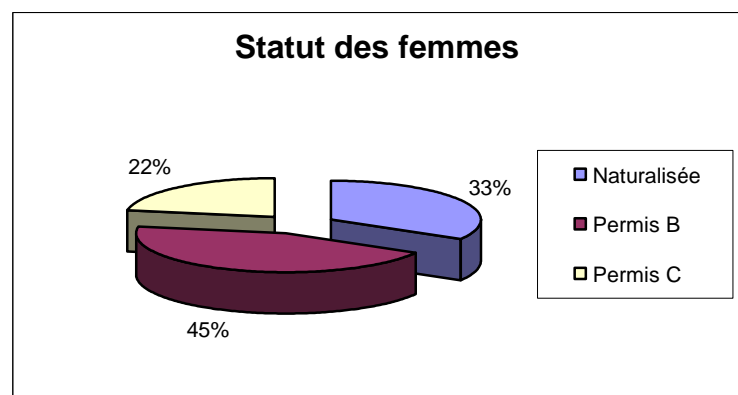
Comme dit précédemment, le terrain d'enquête se compose de neuf femmes ayant participé aux ateliers d'intégration. L'échantillon choisi est composé de femmes parlant relativement bien le français, ceci afin d'éviter les problèmes de compréhension réciproque.

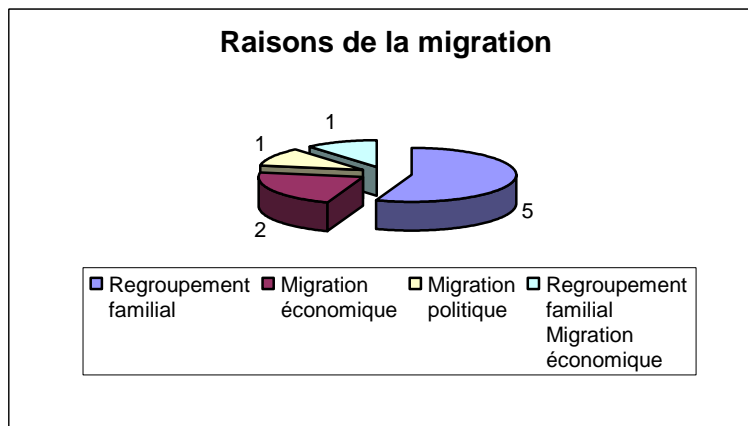
Afin de bien comprendre qui sont les femmes ayant répondu à mes interviews, je vous propose, ci-dessous, quelques statistiques se voulant représentatives de cet échantillon :



Ce schéma démontre la diversité dont a bénéficié le projet Univers-elles et ce travail de recherche. Mis à part deux femmes portugaises et deux Kosovares, les femmes venaient toutes d'horizons divers.

Ci-contre, nous pouvons observer qu'environ un tiers des migrantes ayant été interviewées sont naturalisées. 66% sont au bénéfice d'un permis de séjour, dont une majorité de 45% pour le permis B.





Ce fromage démontre que la majorité des femmes sont venues en Suisse pour des raisons de regroupement familial. Viennent ensuite la migration économique et enfin la migration politique.

Ci-dessous, voici quelques informations supplémentaires pouvant être significatives et intéressantes pour l'analyse qui suivra :

- Toutes les femmes avaient entre 1 et 5 enfants,
- L'année d'arrivée en Suisse varie de 1988 pour la plus ancienne à 2008 pour la dernière arrivée. La date moyenne est l'an 2000.
- Sur 9 femmes, 3 ont une activité professionnelle rémunérée, 2 sont au chômage et 4 travaillent à la maison.
- Sur 9 femmes, 5 ont une formation équivalente au minimum à un CFC.
- 5 femmes ont eu connaissance de ces ateliers par M. Sognane, délégué à l'intégration de la ville de Martigny, 2 par une amie et 2 par les cours de français.

Tous ces éléments permettent déjà d'observer la diversité des expériences de migration vécues par les femmes interviewées.

A titre d'information, les statistiques de fréquentation des trois ateliers se trouvent en annexe de ce document (Annexe n°8).

5. Analyse des données

Cette partie d'analyse de données se découpe en trois thèmes, selon les trois thèmes abordés durant les entretiens. Ces derniers sont : l'intégration sociale, l'intégration professionnelle et la citoyenneté. Une analyse individuelle sera effectuée pour chaque point, puis une synthèse globale en fin de chapitre permettra une vision d'ensemble de l'analyse. Afin de maintenir la logique de la grille d'entretien, je conserverai l'utilisation de tableaux pour l'analyse des données. Ce moyen me semble le meilleur pour mettre ces données en évidence et permet une vision globale en un regard.

5.1. Intégration sociale

L'extrait du film choisi pour illustrer ce moment est un échange entre les deux principales protagonistes. L'une raconte à l'autre son arrivée en Suisse et la solitude qu'elle a vécue. Elle raconte également qu'elle a construit quelque chose ici, et que maintenant elle n'a plus besoin de personne.

Les questions de cette première partie tournaient autour de la capacité d'adaptation des femmes lors de leur arrivée en Suisse et des difficultés qu'elles avaient pu vivre. Pour analyser les réponses des femmes, des tableaux récapitulatifs seront présentés, commentés et parfois illustrés de commentaires des femmes ou de compléments d'informations.

Intégration sociale au lieu de vie				
	Pas de difficulté	Difficulté légère	Difficulté moyenne	Grosse difficulté
S'adapter à la ville	2	3	2	2
S'adapter au quartier	5	1	2	1
S'adapter au logement	6	0	1	2
S'adapter au climat	2	5	2	0
Faire connaissance avec les gens du quartier	4	1	3	1
Utiliser les transports publics (bus, train, etc.)	4	1	1	0
Respecter les règles dans le bâtiment locatif	8	0	0	0
Participer à des ateliers d'intégration	8	0	1	0
Totaux	39	11	12	6

Un total de 68 réponses a été comptabilisé. Ce chiffre s'explique par le fait que 3 femmes n'ont pas répondu à la question des transports, car elles n'en ont jamais eu besoin et une femme logeant dans une maison n'a évidemment pas répondu à la question sur le bâtiment locatif.

De manière générale, nous pouvons observer qu'une grande majorité de femmes n'a pas ressenti de difficultés majeures en arrivant en Suisse, puisque 39 réponses se trouvent dans la première colonne.

L'**adaptation à la ville** s'est passée sans difficulté pour seulement 2 femmes. Pour les 7 autres, les difficultés vont équitablement de légères à grosses. D'après ces réponses, il fut plus facile de s'adapter **au quartier et au logement**, étant donné que pour ces deux points, la majorité n'a pas ressenti de difficulté.

L'**adaptation au climat** révèle toutefois une difficulté légère à surmonter pour la plupart (5 sur 9) et une difficulté moyenne pour 2 d'entre elles.

Faire connaissance avec les gens du quartier se révèle également plus difficile pour 5 d'entre elles, dont 3 ont éprouvé une difficulté moyenne. Par contre, l'**utilisation des transports publics** pose des difficultés légères et moyennes à seulement 2 femmes.

A l'unanimité, elles n'ont aucune peine à **respecter les règles dans leur bâtiment locatif**.

Enfin, le fait de **participer à des ateliers d'intégration** fut de difficulté moyenne pour une seule femme. Les 8 autres n'ont ressenti aucune difficulté.

	Oui	Non	Ne sait pas
"Je n'ai plus besoin de personne" Est-ce une marque d'intégration?	1	7	1
Ruza respecte-t-elle les règles du pays?	4	0	5
Est-il important de conserver son identité culturelle?	9	1	0
Faites-vous partie d'une association ?	3	6	0

« Je n'ai plus besoin de personne », une marque d'intégration ?

Seulement une femme sur neuf pense que n'avoir besoin de personne signifie être intégré. Une autre ne sait pas et pour les sept autres, ce n'est absolument pas une marque d'intégration. La femme qui a répondu « oui » a commenté en disant : « Oui, ça veut dire qu'elle se sent bien » (entretien n°2).

Ruza respecte-t-elle les règles du pays ?

Il a été très difficile pour les femmes de répondre à cette question, car à ce moment-là de l'entretien, elles n'avaient vu qu'un seul extrait de quelques minutes du film. De ce fait, cinq femmes ne savaient pas. Il y'a quand même eu quatre oui, argumentés de la manière qui suit pour deux femmes : « Je ne sais pas, mais je dirais oui par rapport à l'argent » (entretien n°2) » et « Elle réussit seule » (entretien n°3). Pour la femme de l'entretien n°2, une des règles du pays serait donc de gagner de l'argent pour vivre, ce que fait Ruza. Pour la femme de l'entretien n°3, le fait que Ruza réussisse seule est une règle respectée. Pour cette femme, l'individualisme serait donc une des règles à intégrer en Suisse.

Est-il important de conserver son identité culturelle ?

Dans les concepts développés précédemment dans ce document (cf p.15), nous avons vu l'importance pour la personne migrante de conserver son identité et ses caractéristiques culturelles et de maintenir des relations avec d'autres groupes. Ces deux éléments constituaient la condition à l'intégration, qui signifie donc un comportement double, fait à la fois d'adaptation à la nouvelle culture du pays d'immigration et de maintien de la culture d'origine. Le tableau ci-dessus démontre que les femmes interviewées ont compris l'importance de conserver leur identité culturelle, étant donné que 8 d'entre elles ont répondu « oui » et qu'1 femme a dit « oui et non ».

Pour une des femmes, cela paraissait une évidence et a commenté sa réponse en disant : « L'intégration, ce n'est pas de l'assimilation! » (entretien n°8).

Faites-vous partie d'une association ?

L'appartenance à des sociétés ou à des clubs a un effet d'intégration très important. Six femmes sur neuf ne font partie d'aucune association. Les trois femmes ayant répondu oui font partie de clubs sportifs (badmington, Taï-Chi et aqua-gym) et l'une d'elle est bénévole à la médiathèque de Martigny. La plupart des femmes ayant répondu « aucune association », n'y avait même jamais pensé. Cela marque une certaine différence culturelle, car dans notre société, il est courant que les femmes prennent du temps pour une passion sportive, artistique ou autre.

	Jamais	Parfois	Souvent	Toujours
Fréquence de participation aux réunions de parents d'élèves	0	2	0	6
Fréquence de participation aux manifestations à Martigny	1	3	4	1

Participation aux réunions de parents d'élèves

Huit femmes ont des enfants d'âge scolaire. Six d'entre elles participent à chaque réunion de parents d'élèves. Deux femmes participent parfois, selon leurs disponibilités. Cela démontre l'intérêt et l'implication que les femmes portent à la scolarité de leur/s enfant/s.

Participation aux manifestations à Martigny

Une femme ne va à aucune manifestation. Une autre y va toujours. Les sept autres y vont parfois ou souvent. Parmi les manifestations citées en exemple par les femmes, la Foire du Valais arrive en tête (7 femmes), puis il y a les Cinq continents (6 femmes). L'Européade et la fête de la musique sont citées par deux femmes. Viennent ensuite, cités à chaque fois par une femme, la fête de l'art, le Téléthon, la fête de la châtaigne, la fête de l'oignon et la fête nationale du 1^{er} août. Ce haut taux de participation à la vie locale démontre que les femmes s'intègrent ou souhaitent s'intégrer, avec leur famille, à la ville de Martigny.

Synthèse

L'intégration sociale au lieu de vie s'est déroulée, selon les dires des femmes, de manière plutôt aisée et sans grosse difficulté. L'adaptation au climat fut le plus difficile, puisque sept femmes l'ont soulevé.

Les femmes ont bien compris l'importance de conserver leur identité culturelle pour que l'on puisse parler d'intégration. C'est un facteur très important pour s'intégrer sans s'assimiler.

Six femmes sur neuf ne font partie d'aucune association. Ce nombre marque la différence culturelle qu'il peut y avoir selon le pays d'origine. La plupart de ces femmes n'envisage pas de faire une activité pouvant lui apporter du bien-être. Les priorités sont la vie familiale et le travail.

Une seule femme ne participe jamais aux manifestations de Martigny. Les huit autres y participent avec plaisir, le plus souvent avec leur famille. Ce chiffre montre que les femmes sont motivées à s'intégrer, car elles participent à la vie de la société.

5.2. Intégration professionnelle

Trois des femmes interviewées exerçaient une activité lucrative au moment de l'entretien. Deux femmes bénéficiaient du chômage et quatre autres étaient femmes au foyer. Je leur ai donc demandé de répondre aux questions selon les dernières expériences professionnelles préalables qu'elles avaient pu avoir. Trois d'entre elles n'ayant jamais travaillé en Suisse, elles n'ont pas répondu à cette partie de l'entretien, mis à part à la première question. Une seule femme n'a pas du tout répondu à cette partie de l'entretien, car elle n'était en Suisse que depuis quelques mois et, de ce fait, n'avait pas encore entrepris de recherche d'emploi (entretien n°1). Une autre femme travaillant à son propre compte avec son mari, certaines questions ne la concernaient pas (entretien n°5).

Intégration sociale au travail				
	Pas de difficulté	Difficulté légère	Difficulté moyenne	Grosse difficulté
Trouver un travail	1	0	0	7
Trouver un travail correspondant au travail du pays d'origine	0	0	0	5
Avoir accès à une formation pour se perfectionner	0	0	2	3
Faire reconnaître ses compétences professionnelles	2	0	1	1
Se sentir reconnue au travail	2	0	1	1
S'adapter aux règles sur le lieu de travail	5	0	0	0
Créer des liens avec les collègues	6	0	0	0
Avoir du contact avec les personnes que vous côtoyez (clients, patients, etc.)	4	0	1	0
Totaux	20	0	5	17

De manière générale, en observant les totaux, je remarque que les deux extrêmes sont relativement proches. Les difficultés éprouvées par les femmes interviewées sont donc soit inexistantes à leurs yeux soit au contraire très importantes. Seules cinq réponses se trouvant dans la colonne intermédiaire équivalent à une difficulté moyenne.

Trouver un travail

La quasi-totalité des femmes ont éprouvé une grosse difficulté à trouver du travail. Ce qui est étonnant est que la seule femme ayant répondu « pas de difficulté » se trouvait, au moment de l'entretien, en situation de chômage (entretien n°4).

La conjoncture est certes un élément de réponse. Cependant, d'autres éléments, tels qu'un réseau social faible ou un manque de reconnaissance de la formation, peuvent être des facteurs ne facilitant pas la recherche d'emploi.

Trouver un travail correspondant au travail du pays d'origine

Selon une étude d'Yvonne Riano en 2006, les femmes migrantes ont particulièrement peu de chances de voir leurs qualifications reconnues. Cela se vérifie ici, puisque la totalité des femmes éprouve une grosse difficulté à trouver un travail correspondant à celui qu'elles avaient avant leur arrivée en Suisse. Sur les cinq femmes ayant répondu à cette question, seule une avait un travail correspondant à sa formation initiale. Et malheureusement, elle a dû, à son arrivée en Suisse, se reformer à son métier d'infirmière, son diplôme n'étant pas reconnu (entretien n°8).

Avoir accès à une formation pour se perfectionner

Toutes les femmes éprouvent une difficulté moyenne à grosse à avoir accès à une formation pour se perfectionner. Cela s'explique peut-être par le fait que le travail qu'elles exécutent n'en nécessite pas forcément (nettoyages, cuisine, etc.). Cependant, ce chiffre révèle une certaine volonté d'évolution de la part des femmes. Volonté qui n'est visiblement pas reconnue ou qui manque de soutien.

Faire reconnaître ses compétences professionnelles et se sentir reconnue au travail

Ces deux items se recoupant et ayant donné exactement les mêmes résultats, ils sont analysés ensemble.

Deux femmes n'ont aucune difficulté à faire reconnaître leurs compétences au niveau professionnel, alors que deux autres ressentent une difficulté moyenne à grosse. Cela s'explique par des différences de travail, de personnalité ou encore d'employeur.

S'adapter aux règles sur le lieu de travail

De même que pour les règles dans le bâtiment locatif, les femmes n'ont ressenti aucune difficulté à s'adapter aux règles sur un lieu de travail. Cela démontre une certaine capacité d'adaptation de leur part.

Créer des liens avec les collègues

De même que pour les règles, aucune femme n'a eu de peine à créer des liens avec ses collègues. Cela démontre une réelle volonté de s'intégrer.

Avoir du contact avec les personnes que vous côtoyez (clients, patients, etc.)

La seule femme ayant ressenti une difficulté moyenne à avoir du contact avec des clients exerçait la profession d'aide-familiale. Elle relève surtout une difficulté à « savoir s'y prendre » avec certaines personnes (entretien n°6). D'après moi, cette difficulté n'est pas en lien avec la migration, mais avec le métier lui-même, qui implique des relations parfois difficiles avec certains clients.

Synthèse

L'accès à la formation et à l'emploi est l'une des composantes à l'intégration, selon le Dictionnaire suisse de politique sociale.³¹ Selon cette enquête, les femmes éprouvent des difficultés moyennes à grosses face à ces deux éléments. Les indicateurs sélectionnés pour ces entretiens étaient très succincts et ne permettent pas une analyse objective de la situation professionnelle des femmes migrantes. Il serait donc intéressant de faire une recherche quantitative plus approfondie sur les femmes migrantes et le monde professionnel, avec des données très neutres telles que le salaire, le type d'emploi, le nombre d'heures par semaine, etc. et des données plus personnelles telles que le ressenti face au travail qu'elles exécutent, face à la reconnaissance de leur employeur, leur satisfaction face au type d'emploi, etc. Pour obtenir des données objectives et connaître le degré d'intégration, il serait intéressant de les comparer avec des statistiques de femmes de nationalité suisse.

³¹ FRAGNIERE J.-P., GIROD R. - *Dictionnaire suisse de politique sociale* – Ed. Réalités sociales, Lausanne, 2002, p. 185 / cité en p.14 de ce document

5.3. Citoyenneté

L'extrait de « Das Fraulein » diffusé se passait lors d'un repas chez l'un des personnages principaux et son mari. Ce dimanche-là, ils ont invité des amis et parlent du retour au pays, à la retraite. Mais ils ne sont pas du même avis... La femme voudrait rester en Suisse, avec ses enfants et son mari veut retourner en Croatie où il a construit sa maison.

	Avoir un idéal commun, collectif	Tolérer les valeurs de chacun	Rester chacun chez soi pour ne pas déranger	Respecter les lois, les règles, les droits humains	Etre responsable de ses actes
"Vivre ensemble"	3	7	1	9	5

Pour cette question, les femmes pouvaient me donner le nombre de phrases qu'elles trouvaient correspondre à « vivre ensemble ». A l'unanimité, le respect des lois, des règles et des droits humains est un composant essentiel. Vient ensuite la tolérance des valeurs de chacun pour sept femmes et la responsabilité de ses actes pour cinq. Un tiers des femmes pense qu'il est important d'avoir un idéal commun. Une femme est d'avis que « vivre ensemble » signifie que chacun reste chez soi pour ne pas déranger. Ces données nous démontre que toutes les femmes ont saisi ce que le « vivre ensemble » en Suisse signifiait, même si tous les points ne sont pas ressortis à pourcentage égal.

	OSEO	CIMS	OSAR	ODM	CFM	CSI ³²	Aucune
Quelles sont les institutions suivantes que vous connaissez ?	0	2	3	2	0	2	4

Ces institutions avaient été choisies pour leur lien avec la migration. En établissant cette grille d'entretien, j'avais imaginé que chaque femme en connaîtrait l'une ou l'autre. Presque la moitié des femmes ne connaissait aucune des institutions citées ! D'après moi, les chiffres de ce tableau ne sont pas réellement représentatifs de la connaissance de ces institutions, car les femmes ayant répondu positivement en avaient juste « entendu parler ». Aucune femme n'a eu à faire avec l'une de ces

³² OSEO : Œuvre Suisse d'Entraide Ouvrière ; CIMS : Centre International pour la Migration et la Santé ; OSAR : Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés ; ODM : Office Fédéral des Migrations ; CFM (Commission Fédérale pour la question des Migrations ; CSI : Centre Suisses-Immigrés.

institutions et aucune explication n'a pu m'être donnée sur leur utilité. Parfois, il leur semblait avoir entendu le nom lors d'un cours de français ou autre, mais il leur était impossible de me dire à quoi servait l'institution, où elle pouvait obtenir des renseignements, etc.

Je pense qu'il y a un travail important à faire d'une part pour que ces institutions se fassent connaître et d'autre part pour intéresser les femmes migrantes.

Nous avons vu précédemment que, selon Charly Maurer, l'une des principales compétences à la citoyenneté était de « *connaître les institutions au niveau local, national et international* »³³. Ce questionnaire démontre de grosses lacunes à ce niveau-là.

	Droit au chômage	Droit de vote	Droit de travailler	Droit de rester en CH pendant 5 ans	Aucun droit
Quels droits avez-vous ?	1	2	1	2	4

Cette question était tout à fait ouverte et permettait des réponses très variées. En cas de non-réponse de la femme interviewée, j'énumérais quelques exemples, tels que le droit de constituer une association, le droit aux assurances sociales, la liberté de réunion, etc. Malgré cela, selon quatre femmes sur neuf, elles ne bénéficient d'aucun droit. Ce chiffre me paraît élevé, d'autant plus que ces femmes paraissaient relativement sûres de leur réponse. Les femmes ayant un permis B semblaient particulièrement certaines de n'avoir aucun droit en Suisse. D'autres femmes, après que j'aie cité quelques exemples de droits, disaient « ah oui, ça j'ai ! », comme par exemple le droit aux assurances sociales. Quelques femmes ne se sentaient pas concernées par leurs droits. Une d'elles m'a dit « C'est mon mari qui connaît tout ça, moi j'ai pas besoin ! » (entretien n°7). En page 41 de ce document, des hypothèses de compréhension seront proposées afin de mieux comprendre les raisons de cette méconnaissance.

³³ www.globaleducation.ch – Fondation Education et Développement – *L'éducation à la citoyenneté* par Charly MAURER / cité en p. 21 de ce document

		oui	non
1.	J'ai de la difficulté à comprendre les lois suisses.	6	3
2.	Je suis satisfaite de mon statut.	8	1
3.	Je connais de la procédure de naturalisation.	5	4
4.	J'ai envie d'être naturalisée.	2	2
5.	J'ai envie que mon enfant devienne suisse.	5	0
6.	Je suis d'accord que mon enfant épouse un suisse / une suisse.	9	0
7.	Je connais le nom du président de Martigny.	5	4
8.	Je connais le jour de la fête nationale.	8	1

1. La loi sur le chômage (entretien n°1) et les impôts (entretien n°3) ont été évoqués comme des lois difficiles à comprendre par deux femmes. Les quatre autres femmes ayant répondu « oui » n'ont pas réussi à me donner d'exemple de loi qu'elles trouvaient difficiles à la compréhension. Pour elles, au-delà de la compréhension, la difficulté était simplement de les connaître.

Une des femmes naturalisée trouve « qu'il y a beaucoup à lire » (entretien n°6) pour comprendre les lois.

2. La seule femme ayant répondu par la négative est au bénéfice du permis B et désirerait obtenir le C (entretien n°8).

Une femme ayant le permis B en est tout à fait satisfaite, en comparaison avec le permis L qui, selon elle « permet beaucoup moins de choses, par exemple pour le logement, le travail, les cartes de crédit » (entretien n°2). Une autre femme bénéficiant également du permis B en est ravie, car « Avec le permis C, on paie plus d'impôts! » (entretien n°7).

3. Trois femmes étaient déjà naturalisées au moment de l'entretien et une naturalisation était en cours. Toutes ces femmes connaissaient donc la procédure. Mis à part une femme, les autres ne la connaissaient pas du tout, ou en avaient une vague idée.

4. Sur neuf femmes, trois sont déjà naturalisées et pour une, la demande est en cours. Seulement deux ne désirent pas être naturalisées. Elles sont satisfaites de leur statut actuel et n'envisagent pas de naturalisation, ne voyant pas ce que cette dernière leur apporterait de plus que le permis dont elles bénéficient pour l'instant. Une des femmes désirant être naturalisée est motivée principalement par la raison

suivante : « pour suivre mes enfants » (entretien n°3). Enfin, la neuvième femme ne sait pas vraiment si elle aimerait avoir la nationalité suisse. Elle est justement en pleine réflexion à ce sujet-là (entretien n° 8).

5. Pour quatre femmes sur neuf, leur/s enfant/s sont déjà naturalisé/s. Pour les cinq autres femmes, elles disent y être tout à fait favorables.

6. A l'unanimité, les femmes disent être d'accord pour que leur/s enfant/s épouse un suisse/une suisse. C'est une question importante, car si ces femmes sont prêtes à accepter un « étranger » au sein de sa famille, cela prouve leur acceptation de la différence.

7. Un peu plus de la moitié des femmes connaissaient le nom du président de la ville de Martigny. Quatre tout de même n'en avaient pas connaissance.

8. Uniquement une femme s'est trompée concernant le jour de la fête nationale suisse, et d'un seul jour, puisqu'elle a répondu le 2 août (entretien n° 7).

Synthèse

Les données analysées font ressortir des « insuffisances » en terme de connaissances des droits suisses et des institutions. Lors des entretiens, les femmes semblaient peu concernées par ce domaine. De manière générale, j'ai tout de même ressenti un certain malaise de leur part lors de ces questions, dû à mon avis à leur manque/absence de réponses à certains éléments.

Ces résultats révèlent une méconnaissance des droits dont ces femmes bénéficient. Pour tenter de comprendre les raisons de cette méconnaissance, j'émet les hypothèses de compréhension suivantes :

- Il existe d'une part un manque d'intérêt, et d'autre part un manque d'information. La plupart des femmes ne savaient pas où est-ce qu'elles auraient pu trouver des réponses ou des informations.
- Dans leur pays d'origine, certaines des femmes interviewées ne bénéficient réellement d'aucun droit.
- Dans leur culture d'origine, certaines femmes « soumises » à leur mari ne se sentent pas concernées par ce domaine, réservé aux hommes.
- Le manque d'intérêt est lié au manque d'éducation au droit à la citoyenneté.
- Certains éléments du droit suisse sont très complexes. Même pour un citoyen suisse, il n'est pas toujours aisé d'en comprendre toute la subtilité. Moi-même, avant d'entreprendre ce travail de recherche, je ne connaissais pas toutes les lois, les institutions, les procédures, etc. qui pouvaient concerner une personne de nationalité étrangère.

Pour conclure, je dirai que les raisons pouvant expliquer la méconnaissance de la politique suisse peuvent être diverses ; elles dépendent principalement de la culture de la femme, de sa personnalité, du contexte social dans lequel elle évolue, de ses partenaires (famille, réseau social, etc.). Lorsqu'on pense action sociale au niveau de l'intégration de femmes migrantes, il est donc important d'avoir en tête que chaque parcours migratoire est différent et qu'il est important d'élargir son regard.

5.4. Synthèse générale

Intégration sociale au lieu de vie

L'arrivée en Suisse et l'adaptation au lieu de vie se sont déroulées sans grosse difficulté pour toutes les femmes. Le seul point à soulever fut l'acclimatation, qui fut de difficulté légère à moyenne pour sept d'entre elles.

Mis à part le peu de participation aux associations locales, les femmes démontrent leur intérêt à participer à la vie locale, puisque huit femmes sur neuf assistent à des rythmes différents aux manifestations proposées à Martigny.

Les femmes ont également compris l'importance de conserver leur propre identité culturelle, tout en accueillant les coutumes du pays d'accueil, pour s'intégrer.

Selon moi, ce travail de recherche a démontré une réelle volonté de s'intégrer de la part des femmes migrantes interviewées. L'échantillon choisi n'est évidemment pas représentatif de la population féminine migrante de Martigny, étant donné que toutes les femmes interviewées avaient déjà fait une démarche d'intégration par leur participation aux différents ateliers d'intégration. Toutefois, ces résultats se veulent rassurants quant à la motivation de ces femmes à évoluer et à s'intégrer.

Intégration professionnelle

A l'inverse de l'intégration sociale, les femmes parlent d'une certaine difficulté générale à trouver un emploi. Malheureusement, l'accès à une formation s'avère également difficile, puisque les cinq femmes qui ont répondu éprouvent ou ont éprouvé une difficulté moyenne à grosse.

Respecter les règles et créer des liens avec ses collègues ne soulève aucune difficulté pour les femmes interviewées. Par contre, faire reconnaître ses compétences professionnelles et se sentir reconnue au travail donne des résultats plus mitigés, puisque deux femmes ne ressentent aucune difficulté et deux autres ont des difficultés moyenne et grosse, ce qui n'est pas négligeable.

Comme vu précédemment, l'accès à une formation et à l'emploi est l'une des composantes à l'intégration. Ce travail de recherche ne se voulait pas une recherche centrée sur cette seule question et les résultats obtenus à cette investigation ne permettent pas une analyse approfondie. Il serait intéressant d'établir une comparaison avec des statistiques sur les femmes suisses et le travail, ceci afin de constater si l'égalité des chances est réalisée ou non dans le domaine professionnel.

Citoyenneté

Ce travail de recherche a mis en évidence une certaine méconnaissance du droit et de la politique suisses. Les hypothèses émises dans ce document en page 41 permettent peut-être de contextualiser cet état de fait, en s'interrogeant sur les raisons qui font que ces femmes migrantes ne connaissent pas leurs droits, leurs devoirs et la politique en place dans leur pays d'accueil. Au niveau social et professionnel, les femmes interviewées ont démontré une réelle volonté d'intégration. Il est donc important de réfléchir à la manière d'intéresser les femmes migrantes aux questions de citoyenneté. L'intégration supposant la connaissance et l'acceptation des valeurs fondamentales, il est important que la femme migrante s'approprie nos fondements démocratiques et qu'elle comprenne leur fonction dans notre société.

5.5. Vérification de l'hypothèse de départ

L'hypothèse de départ était la suivante : la participation de femmes migrantes à des ateliers d'intégration démontre une réelle volonté de s'intégrer.

Dans les deux premières parties d'entretien que sont l'intégration sociale au lieu de vie et l'intégration professionnelle, les femmes ont montré leur envie d'évolution et d'intégration. Le respect des règles, que ce soit au sein de leur bâtiment locatif ou sur leur lieu de travail ne soulève aucune difficulté. Outre ce respect, les femmes ont toutes compris l'importance de conserver leur identité culturelle.

La création de lien avec leur(s) collègue(s) paraît aisée. Toutefois, la moitié des femmes avouent avoir plus de difficultés à faire connaissance avec leur voisinage, même si les difficultés restent moyennes.

Le fait que huit femmes sur neuf participent régulièrement aux manifestations locales illustre également une volonté de s'intégrer et de participer à la vie de la société. Par contre, faire partie d'une association reste une étape difficile à passer pour six d'entre elles, qui demanderait un soutien ou une stimulation.

Les éléments cités ci-dessus marquent donc une réelle volonté de s'intégrer. Cependant, la dernière partie concernant la citoyenneté a révélé le peu d'intérêt que les femmes migrantes portent à la politique suisse, à leurs droits et à leurs devoirs. Cette absence d'intérêt peut être expliquée par plusieurs raisons, et l'une d'elles est évidemment le manque de connaissance. Comment peut-on être intéressé par quelque chose que l'on ne connaît pas ? Comme dit à plusieurs reprises, il est indispensable de penser à l'action à entreprendre pour tenter de remplir le fossé qui sépare ces femmes migrantes de notre Etat de droit.

En résumé, cette hypothèse est en partie vérifiée, bien qu'il soit délicat de mesurer « la volonté d'intégration » d'une personne.

6. Perspectives

Migration et travail social

Dans le contexte social actuel, il paraît évident que la migration est devenue un enjeu important pour le travail social. Il n'est pas rare que la migration engendre des problèmes sociaux et culturels. En tant que travailleur social, il est donc capital de comprendre ces phénomènes et de penser son action en conséquence.

Dans son intervention avec les femmes migrantes, le travailleur social peut être vu comme facilitateur à l'intégration. Son rôle est d'accompagner et soutenir les projets, de faciliter les négociations et de rendre autonomes les acteurs.

Voici quelques exemples de rôles professionnels qui, à mon avis, peuvent être adoptés par le travailleur social. Pour illustrer ces exemples, je citerai quelques actions menées durant le projet Uni-vers-elles :

- mettre en réseau les différents acteurs communautaires et sociaux :
Une des premières étapes du projet, et peut-être la plus importante, a été de prendre contact avec les différents partenaires concernés, comme par exemple M. Sognane, Mme Olesen, Mme Delaloye, etc. (cf p. 6 de ce document).
- encourager l'apprentissage linguistique et la reconnaissance des qualifications :
Dans les différents ateliers, nous avons pu observer une amélioration du niveau de français entre le début et la fin. En effet, le fait de parler dans un contexte détendu, sans jugement, avec d'autres femmes migrantes, leur a permis de pratiquer la langue dans un autre lieu que les cours de français.
Les cours de cuisine ou de création ont permis une certaine valorisation des femmes, puisque qu'elles amenaient leurs connaissances et les partageaient avec les autres participantes.
- favoriser une insertion sur le marché du travail :
L'objectif du cours d'informatique était notamment que chaque femme élabore son CV et une lettre de motivation. Certaines femmes les ont rapidement employés pour des recherches d'emploi.
- coacher, conseiller :
Lors des ateliers, les femmes arrivaient parfois avec des questions précises, sur des problèmes du quotidien. Par exemple, une femme devait résilier son contrat de bail et se trouvait démunie face à cela. Nous avons donc pris du temps avec elle pour la rédaction d'une lettre conforme.
- offrir des lieux d'écoute et d'échange :
Les ateliers de cuisine et de création étaient propices à la discussion, à l'échange. Les femmes se sentaient libres de parler ou pas, au travers d'une activité. Le cours

d'informatique a aussi permis de développer des amitiés sur l'Internet, puisque certaines femmes s'envoyaient des mails pour se proposer d'aller boire un café !

- favoriser la participation à la vie de la société :

La fête organisée en janvier, à la fin des ateliers, est le symbole de la participation des femmes à la vie de la commune, puisque ce moment festif a réuni quasiment toutes les femmes qui ont participé au projet ainsi que beaucoup d'habitants de la ville de Martigny.

Femmes migrantes et intégration

Au sein des familles migrantes, ce sont bien souvent les femmes qui s'occupent des enfants et de leur éducation. Elles sont donc un fort agent d'intégration. Cependant, certaines d'entre elles ne sont pas intégrées dans la société actuelle. De ce fait, l'intégration des générations suivantes est elle aussi freinée.

Les entretiens ont révélé que les connaissances nécessaires concernant nos institutions et les principes fondamentaux de notre Etat de droit (séparation des pouvoirs, droits de l'homme, etc.) étaient très peu connus des femmes migrantes. Il serait donc nécessaire de mettre en place une information ciblée et facile de compréhension pour ces femmes. Cela pourrait être fait sous forme de rencontres-discussions, avec des thèmes apportés soit par l'animateur de la séance, soit par les femmes elles-mêmes. L'objectif est de susciter de l'intérêt chez ces femmes, car cette recherche a révélé qu'il était quasi inexistant à l'heure actuelle.

Un autre procédé consisterait à favoriser chez la femme migrante l'envie d'être l'actrice de son intégration. Cette démarche participative valoriserait les femmes, car chacune devrait faire appel à certaines de ses compétences spécifiques et personnelles. Cette idée s'adresse principalement aux femmes qui habitent en Suisse depuis plusieurs années, étant à l'aise avec la langue locale qui sont parvenues à développer un réseau social suffisamment conséquent.

Un élément essentiel pour travailler à l'intégration avec les femmes migrantes, est de les observer dans leur globalité. Notre regard doit se porter non seulement sur la femme en tant que personne, mais aussi sur elle en tant qu'épouse, en tant que mère, en tant que belle-fille. Quel est son entourage proche et plus éloigné ? Au sein de quelle communauté vit-elle ? Lors du projet Uni-vers-elles, nous avons eu le cas d'une femme qui a dû arrêter les cours d'informatique, car son mari n'était plus d'accord qu'elle y participe.

7. Conclusion

Arrivée au terme de ce travail de recherche, j'ai envie de partager une citation qui me semble parfaitement illustrer la complexité de la notion d'intégration :

« Il n'y a pas de «solution unique» pour aboutir à l'intégration des étrangers dans notre pays. Il y a des processus, des chemins liés à la diversité des situations, des mentalités. Des voies qui doivent tenir compte des rapports de force politique, du ton et des discours qui y sont liés, des valeurs prévalant dans la conscience, la culture, les besoins et les perspectives d'un peuple, d'un pays, d'une collectivité. Et, en matière d'intégration comme souvent ailleurs, le chemin se trace en marchant. »³⁴

Cette conclusion se divise en trois points : les limites des données, un bref résumé des résultats obtenus et quelques questions ouvertes pour aller peut-être un peu plus loin dans la réflexion.

Limites des données

Le fait que **l'enquête ait sélectionné des femmes relativement à l'aise dans notre langue**, les résultats obtenus ne sont peut-être pas tout à fait représentatifs des femmes qui ont travaillé dans les ateliers. Cependant, les principaux éléments mis en évidence ne sont pas remis en cause.

Peut-on **être à la fois intervenant social et évaluateur** des résultats de sa propre action ? Le risque de ne pas être suffisamment neutre existe évidemment. Durant tout ce travail, j'ai été attentive à observer le réel, en me focalisant sur des faits concrets. Cependant, le fait d'avoir travaillé avec une grande partie des femmes interviewées a inévitablement influencé les résultats.

Le fait que **les femmes me connaissaient** a peut-être faussé les résultats sur certaines questions. En effet, étant donné que j'étais l'une des huit personnes à la base du projet et que j'animais le cours d'informatique, je sentais que certaines femmes étaient quelque peu sur la défensive, ne voulant pas me « décevoir ». Parfois, j'avais le sentiment qu'elles donnaient des réponses avec leur tête et non avec leur cœur.

Les questions de fréquences sont l'un des **désavantages de ce questionnaire**. Les termes « parfois » et « souvent » sont trop vagues pour être de réels indicateurs. De plus, chaque personne en a une représentation différente. Il est donc difficile d'analyser les données y relatives.

³⁴ <http://www.terra-cognita.ch/> (consultée le 27 octobre 2009)

Résultats obtenus

Les limites et apports ayant été rappelés, il importe de faire un petit tour d'horizon des résultats obtenus.

L'objectif de ce travail de recherche était de repérer les caractéristiques de certaines femmes migrantes de Martigny ayant participé aux ateliers d'intégration. Une évaluation a permis de cibler les manques en terme d'intégration ainsi que les difficultés auxquelles les femmes migrantes ont dû faire face lors de leur arrivée en Suisse ou lors de leur quotidien.

Par ce travail de recherche, j'espère avoir ouvert de nouvelles visions de la migration au féminin, au-delà des représentations sociales bien souvent victimisantes. Personnellement, ce travail m'a permis de déconstruire certains préjugés que je pouvais avoir sur les femmes migrantes, tels que la dépendance et la passivité.

Ce travail étant en lien avec le projet « Uni-vers-elles », il a également fait ressortir la place que peut avoir le travailleur social dans l'intégration de personnes migrantes. Il démontre aussi l'importance et l'impact qu'ont eu les différents ateliers mis en place.

Questions ouvertes

Ce travail sur les femmes migrantes et leur intégration a réveillé quantité d'autres questions en moi. Ce thème, pleinement d'actualité, mérite que l'on s'y attarde, que l'on y réfléchisse, que l'on s'interroge. Ces dernières années, nous avons pu observer les intérêts communaux et cantonaux pour les questions d'intégration. Pour preuve, le projet Uni-vers-elles a pu être réalisé parce que le réseau s'est mobilisé, jusqu'à le soutenir financièrement.

Ci-dessous, quelques exemples de questions, parmi la multitude que ce sujet suscite :

- A quels problèmes spécifiques le travail social dans le domaine de la migration est-il confronté ?
- Comment faire du travail social efficace dans un contexte politique souvent hostile à la migration ?
- Comment effacer le fossé qui existe entre l'intégration sociale et l'intégration politique ?
- Une perspective de genre avec les personnes migrantes a-t-elle du sens ?

8. Bibliographie

Ouvrages

ARLETTAZ G. et S. – *La Suisse et les étrangers* – Ed. Antipodes, Lausanne, 2004, ISBN 2-940146-46-2, 167 p.

BENTCHICOU N. – *Les femmes de l'immigration au quotidien* – Ed. Licorne, Amiens, 1997, coll. Villes plurielles, ISBN 2-910449-04-1, 126 p.

FERREOL G., JUCQUOIS G. (sous la direction de) – *Dictionnaire de l'altérité et des relations interculturelles* – Ed. Armand Colin, Paris, 2003, ISBN 2-200-26343-0, 354 p.

FERRY V., GALLORO P.-D., NOIRIEL G. (sous la direction de) – *20 ans de discours sur l'intégration* – Ed. L'Harmattan, Paris, 2005, ISBN 2-7475-9062-3, 322 p.

FRAGNIERE J.-P., GIROD R. - *Dictionnaire suisse de politique sociale* – Ed. Réalités sociales, Lausanne, 2002, coll. Travail Social, 2^{ème} édition 2002 revue et augmentée, ISBN 2-88146-117-4

PIGUET E. – *L'immigration en Suisse, 50 ans d'entrouverture* – Ed. Presses polytechniques et universitaires romandes, Lausanne, 2004, coll. Le Savoir Suisse, ISBN 2-88074-615-9, 150 p.

WINDISCH U. – *Immigration : quelle intégration ? quels droits politiques?* – Ed. L'Age d'Homme, Lausanne, 2000, ISBN 2-8251-1352-2, 81 p.

ZEUGIN B. – *Où en est la politique migratoire de la Suisse : Chances et défis* – Ed. Caritas, Lucerne, 2007, ISBN 978-3-85592-110-2, 129 p.

Les femmes immigrées et l'intégration – Les éditions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 1995, ISBN 92-871-2833-2, 125p.

Manuel pour la pratique de l'éducation aux droits de l'homme avec les jeunes – Les éditions du Conseil de l'Europe, Strasbourg, 2002, ISBN 92-871-4595-3

Rapport annuel 2007 de la Commission Fédérale des Etrangers, Berne

Document

RUSSO C. – *L'adaptation socio-culturelle des étudiants étrangers à l'université de Genève* – Travail de mémoire – Faculté de Psychologie et des Sciences de l'Education, Octobre 2006

Sources Internet

Site officiel de la confédération suisse

Office fédéral des migrations

Adresse URL : www.bfm.admin.ch (consultée le 14 juillet 2008)

Site officiel de la confédération suisse

Office fédéral de la statistique

Adresse URL : www.bfs.admin.ch (consultée le 23 septembre 2008)

Site officiel de la confédération suisse

Commission fédérale pour la question des migrations

Adresse URL : www.ekm.admin.ch (consultée le 8 septembre 2008)

SocialInfo

Politiques et actions sociales en Suisse

Adresse URL : www.socialinfo.ch (consultée le 2 septembre 2008)

Terra Cognita

Revue suisse de l'intégration et de la migration

Adresse URL : www.terra-cognita.ch (consultée le 5 septembre 2008)

Commission Fédérale des Etrangers

Adresse URL : www.eka-cfe.ch (consultée dès le 8 septembre)

Fondation Education et Développement

Adresse URL : www.globaleducation.ch

DVD

HIRSCH G., TSCHOPP N. - *CAMARADA La maison des femmes exilées* [film DVD] – SAVI et CAMARADA, Genève, 2002

STAKA A. – *Das Fräulein* [film DVD] – Praesens-Film, Zürich

Annexe n°1 : Canevas pour la présentation de projets

Modules libres 2008-9

Nom du projet :

UNI-VERS-ELLES

Résumé du projet

Mettre en place des ateliers d'intégration pour les femmes migrantes de la ville de Martigny.

Etudiant-e-s impliqué-e-s

Nom, prénom	N° tél.	e-mail	adresse
PIGUERON Corinne	079/392 14 92	coripigu@mycable.ch	Av. de la Fusion 93 / 1920 Martigny
MONNET Jessica	079/374 67 21	zoconde@hotmail.com	La Cotze / 1922 Salvan
CRIVELLI Carola	079/287 97 05	cassiopea09@hotmail.com	Rue Grandchamps 23 A / 1971 Champlan
RITTMAN Laurène	078/828 88 76	rittlaur@students.hevs.ch	Rte de Chamoson 35 / 1912 Leytron
VIREDAZ Joëlle	079/635 97 60	virejoel@students.hevs.ch	Ch. des Rottes 44 / 1893 Muraz
BARDET Noémie	079/614 29 19	bardnoem@students.hevs.ch	Rue Guercet 81 / 1920 Martigny
MEDAWAR Layal	076/405 09 70	medalaya@students.hevs.ch	Midi 25 / 2740 Moutier
JACQUEMETTAZ Merry	079/401 36 16	jacqmerr@students.hevs.ch	Rte de Massillon 9 / 1871 Choëx

I. Compétence(s) professionnelle(s) que le projet développera :

Compétence professionnelle visée énoncé du point de vue des étudiant-e-s	N° dans le PEC	Moyen / méthode d'évaluation qui sera mis en œuvre	Critère de réussite (indicateurs)
Capacité à prendre en compte tous les aspects liés à ce projet.	2	Réflexion de groupe. Canevas pour la présentation de projet.	Canevas dûment rempli.
Etre capable de rendre compte d'observation de la situation	2.1	Connaissance de la culture des femmes, de leur mode de vie. Pas de jugement de valeur.	Canevas dûment rempli.
Mettre des mots sur la problématique de la situation et de son intervention	2.2	Entretien avec Mme Olesen et M. Sognane.	Canevas dûment rempli.
Déterminer les forces et les faiblesses des professionnels et des bénéficiaires	2.3	"Bilan de compétences" des femmes.	Méthode SWOT (canevas)
Capacité à collaborer avec l'ensemble des partenaires.	5	Entretiens, rencontres (téléphones, mails, etc.).	Feed-back des partenaires.
Respecter les cadres d'intervention des partenaires	5.2	Explication du projet et de notre rôle aux partenaires concernés. Contacts réguliers avec les partenaires pour éviter les redondances.	Feed-back des partenaires.
Savoir prendre du recul face à la situation et garder l'intérêt du bénéficiaire au centre	5.5	Réunions de groupe régulières. Réunions avec les femmes.	Feed-back de Mme Gay.
Etre conscient des conséquences du travail en réseau, connaître les attentes de chacun des partenaires et comprendre leur travail	5.6	Contacts réguliers avec les partenaires; mises au point.	Feed-back des partenaires.
Capacité à faire le choix d'un projet et de le mettre en place.	7	Organisation des ateliers. L'exposition.	Réalisation du projet.

Participer à l'action ; être actif ; prendre des initiatives	7.1	Participation active aux réunions. Implication de chacune dans le partage des tâches.	Feed-back du groupe.
Analyser et prendre en compte sa propre implication professionnelle dans la situation	7.2	Connaître son rôle et celui des autres.	Journal de bord personnel.
Observer, comprendre la situation et émettre des propositions d'interventions	7.3	Réflexion de groupe sur l'intervention.	Réussite du projet.
Construire et mettre en œuvre un projet d'intervention.	7.5	Préparation du canevas. Organisation du groupe de travail Fixation d'objectifs.	Réussite du projet.
Maintenir le sens de l'action tout au long de l'intervention	7.6	Réunions de groupe régulières "Débriefing" avec Mme Gay.	Bilan des femmes.
Capacité à favoriser l'intégration de personnes.	8	Présence et investissement des femmes aux ateliers.	Feed-back des femmes.
Repérer et valoriser les potentialités d'action collective, associative et citoyenne des différents acteurs	8.1	Bilans intermédiaires.	Réussite des ateliers et exposition.
Initier et développer des réseaux entre les intervenants sociaux, les usagers et les populations impliquées	8.2	Rencontre avec les femmes. Prise de contact avec les partenaires.	Réussite des ateliers et exposition.
Favoriser, dans une vision prospective, toute initiative permettant l'insertion et l'intégration des membres d'une société donnée	8.3	Mise en place des ateliers et de l'exposition.	Réussite des ateliers (participation des femmes) et exposition.
Capacité à adapter le projet selon son évolution.	9	Carnet de bord du projet.	Feed-back de Mme Marcelle GAY.
Evaluer le processus et le résultat de son action en référence aux finalités, buts, objectifs et moyens	9.1	Degré d'atteinte des objectifs fixés. Rencontre avec les partenaires.	Bilan de l'intervention. Bilan final du module. Etude des besoins.
Faire preuve de créativité en imaginant et développant des actions et des modes d'intervention diversifiés	9.4	Créativité dans l'animation des ateliers.	Feed-back et participation des femmes.

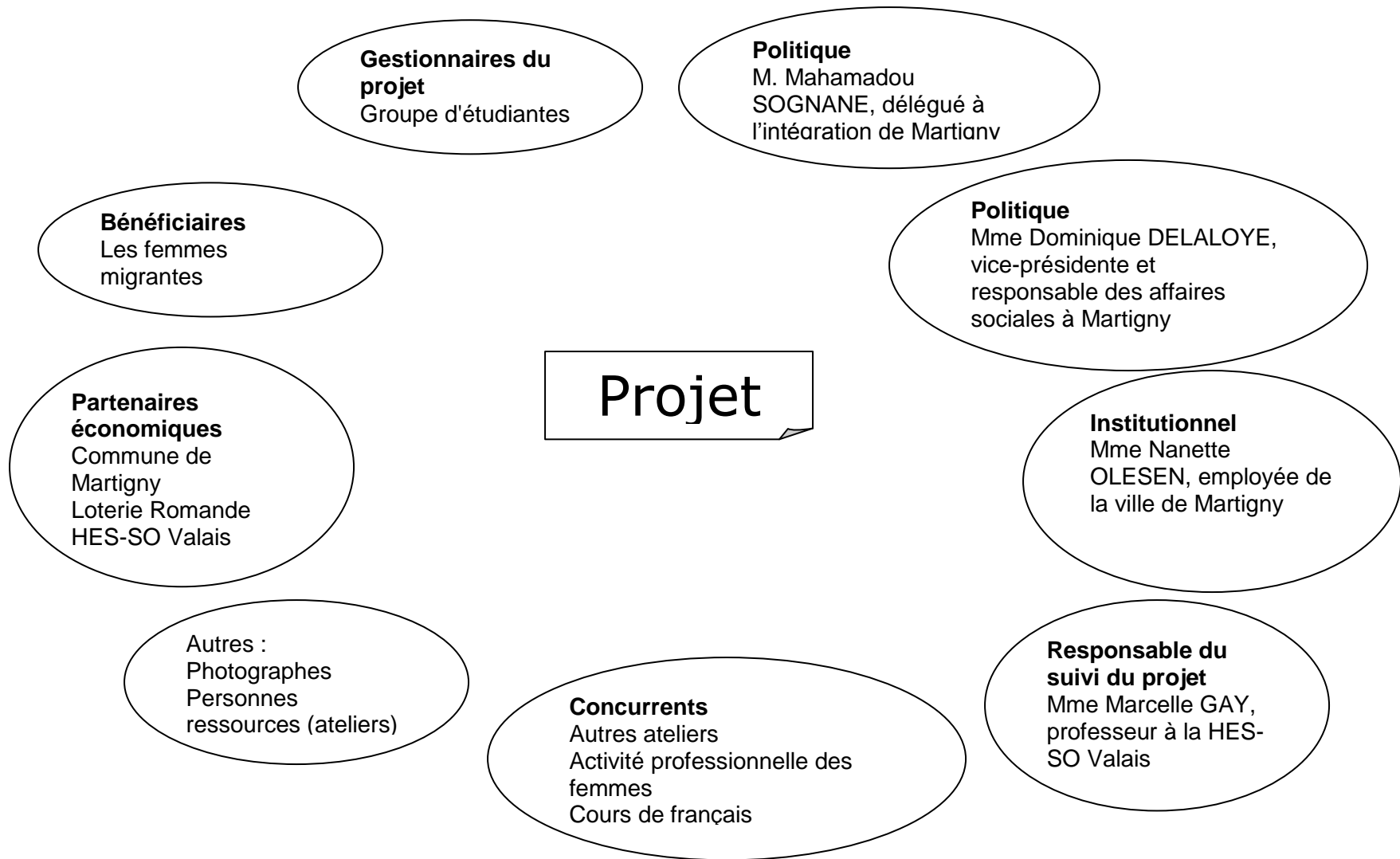
II. Planification provisoire

Objectif de l'étape	Contenu de l'étape	Période où cela devrait se dérouler	Temps total (en heure)	Budget estimatif	
				Objet/service	Coût
Acceptation du projet	Contacts avec M. Mahamadou SOGNANE, délégué à l'intégration de la ville de Martigny.	Janvier 2008	30 mn.	Téléphone	0.50 ct
Définition du projet.	Travail pour la présentation du projet	Janvier 2008	8	Travail de groupe sur le canevas.	
Présentation du projet et échange d'idées.	Entretien avec M. SOGNANE.	Fin janvier 2008	1h30	Réunion/entretien	
Mise au point sur le projet.	Entretien avec Mme GAY.	Février 2008			
Création de lien avec les partenaires.	Contact avec Mme Dominique DELALOYE, vice-présidente de Martigny, responsable des affaires sociales	Février 2008	30mn	Téléphone	2.50
Création de lien avec les partenaires.	Contact avec Mme Nanette OLESEN, employée de la ville de Martigny qui va dans des familles migrantes.	Février 2008	1	Entretien	2.50
Mise au point sur le projet.	Rencontre avec Mme GAY.	Février/mars 2008	2	Réunion	
Répartition des tâches.	Réunion d'équipe.	Mars/avril 2008	3	Réunion	

Prise de contact avec les femmes.	Présentation du projet via les cours de français.	Avril 2008	2	Réunion	
Rencontre avec les femmes.	Petit-déjeuner-rencontre.	21 mai 2008	4	Réunion	
Feed-back après prise de contact.	Réunion d'équipe.	Mai 2008	2	Réunion	
Objectif de l'étape	Contenu de l'étape	Période où cela devrait se dérouler	Temps total (en heure)	Budget estimatif	
				Objet/service	Coût
Sous total (reprise)					
Etablissement d'un budget.	Selon les ateliers sélectionnés, budget détaillé.	Mai-juin 2008		En sous-groupe	
Recherche de fonds.	Demande d'aide financière.	Mai-juin 2008		Réunion	
Evaluation des besoins (budget)	Rencontre avec Mme GAY.	Mai 2008	1	Réunion	
Recherche de salles/locaux.	Contact avec M. SOGNANE.	Mai 2008		Réunion	
Début du projet concret.	Mise en place des ateliers.	septembre à décembre 2008	?	Equipe	
Bilan du projet avant l'exposition.	Rencontre avec Mme GAY.	Octobre 2008	4	Réunion	
Réalisation du projet.	Exposition.	Novembre 2008	?	Exposition.	
Bilan du projet.	Rencontre avec Mme GAY.	Décembre 2008	3	Réunion	
Total					

III. Analyse des risques

Schéma des différents partenaires impliqué-e-s dans le projet



Menaces / difficultés / problèmes qui peuvent affecter le bon déroulement du projet et/ou ses porteurs-euses

Nature	Mesure compensatoire			Importance du risque résiduel
	Nature	Temps nécessaire	Coût	
Barrière linguistique	Traducteur, pictogrammes	Indéterminé	Indéterminé	Moyen
Motivation des femmes	Enthousiasme de l'équipe	À voir	Aucun	Moyen à fort
Problèmes financiers (difficultés à trouver de l'argent)	Partenaires	À voir	Indéterminé	Fort
Problèmes matériels (locaux, matos, etc.)	Commune	À voir	Indéterminé	Faible à moyen
Barrière culturelle (refus du mari, etc.)	Documentation sur le sujet, TS de la ville.	À voir	Indéterminé	Moyen à fort
Collaboration de l'équipe (nous)	Réunions, Mme GAY	A voir	Aucun	Moyen
Crédibilité de l'équipe (manque d'expérience)	Implication et motivation	A voir	Aucun	Faible à moyen
Etre victime de son succès (surcharge des ateliers)	Recherche de bénévoles	A voir	Aucun	Moyen
Total (à reporter dans planification)				

Opportunités / avantages qui pourraient faciliter le bon déroulement du projet et/ou le rendre plus aisé pour ses porteurs-euses

Nature	Mesure compensatoire			Importance du risque résiduel
	Nature	Temps nécessaire	Coût	
Partenaires				
Mme Marcelle GAY				
Motivation et implication des femmes				
Expériences précédentes des membres de l'équipe				
Acquis théoriques (D2, D6, etc.)				
Cohésion et entente de l'équipe / communication				
Respect des échéances prévues				
Créativité, ouvertures de l'équipe				
Total (à reporter dans planification)				

(Page à remplir par la HES-SO Valais)

Professeur responsable du suivi :

N° tél :

e-mail :

Remarques et commentaires des professeurs

Le projet a été validé sous conditions/sans conditions en date du

Conditions impératives :

Elément à réaliser	Délai	Conséquence si non réalisation

Signature du professeur :

Annexe n°2 : Article de « La Gazette »

Eclairage sur...

L'intégration



Mon poste de délégué à l'intégration a été pourvu en décembre 2007 à un taux d'activité de 70 %. Martigny, Ville cosmopolite, compte 15'900 habitants dont 5164 personnes d'origine étrangère, ainsi, un tiers de la population de la Cité sont des personnes étrangères.

J'ai la charge de développer la politique d'intégration de la Ville, d'assurer le secrétariat de la commission d'intégration ainsi que celui de la commission de naturalisation.

Ma mission s'articule autour des tâches suivantes :

- l'accueil, l'information et l'orientation des nouveaux arrivants d'origine étrangère ;
- le maintien des contacts et le dialogue avec les associations d'étrangers afin d'identifier leurs besoins et leurs intérêts, proposer ensuite des solutions adéquates et des projets (cours, ateliers, réseau de bénévoles, etc.) ;
- la sensibilisation et la diffusion des informations à l'endroit des suisses et des étrangers, afin de permettre la réalisation des projets qui mettent en avant les échanges entre la population autochtone et migrante, et favoriser des initiatives qui permettent une participation réelle des migrants et migrantes à la vie de la société ;
- la coordination de l'activité d'intégration avec les services concernés de la Commune en lien avec l'intervenante auprès des familles migrantes, l'éducateur de rue ainsi que les lieux de plateforme intégrative comme par exemple le Centre de Loisirs et Culture ;
- une collaboration horizontale et verticale avec la Confédération, le Canton et les Communes avoisinantes.

LES PROJETS

Cours de français et de civisme

L'apprentissage de la langue constitue un élément important et nécessaire au processus d'intégration.

198 participants (141 femmes et 57 hommes), c'est le nombre d'inscrits dans les 15 classes de français pour différents niveaux (alphabétisation I et II, débutant I et II, moyen I et II).

Les cours ont lieu chaque semaine dans les locaux du Cycle Sainte-Marie et de la Maison de la Musique.

Ces cours ont rencontré un vif intérêt auprès de la population étrangère, chaque jour deux ou trois personnes sont accueillies, inscrites et orientées dans les classes selon leurs niveaux.

Ce succès est à mettre au crédit de nombreuses personnes bénévoles impliquées dans le travail de l'intégration, dont le soutien indéfectible et l'engagement ne sont plus à démontrer. Un grand merci aux enseignants et remplaçants : Roland Gay-Crosier, Marie-France Guex, Jean-François Gorret, Claude Joris, Vital Darbellay, Christiane Badoux, Christine Jacquério, Janine Lovey, Thérèse Cretton, Marianne Gross, Chantal Tissières, Yvette Vouilloz, Jean-Marie Meilland, Cécile Emonet, Marta Pimpao, Carine Décaillet, Mirella Pigueron, J. Charles Poncioni, Eliane Ville, Susane Mouter et Benoît Gaillard.



Ateliers d'intégration en partenariat avec le projet "UNI-VERS-ELLES" des étudiantes du HES-SO

Ce projet soutient les femmes migrantes de Martigny dans leur parcours d'intégration par la création d'un espace d'immersion dans un ensemble d'activités.

Vingt-cinq femmes d'origine étrangère suivent tous les jeudis de septembre à décembre 2008 ces ateliers de cuisine, de créations et d'informatique.

Ces ateliers constituent un moment privilégié d'échange et de convivialité. Ils permettent également à ces femmes de se familiariser avec d'autres cultures.



Perspectives en 2009

- aller à la rencontre des personnes qui ne sont pas touchées par la dynamique de l'intégration ;
- accroître les possibilités de collaboration avec plusieurs institutions dans le domaine de l'intégration ;
- devenir l'interlocuteur privilégié des étrangers, des citoyens, des associations, des institutions ainsi que des autorités afin d'encourager la compréhension réciproque des cultures et la cohabitation pacifique entre la population étrangère et suisse, et entre les migrants de diverses origines.

Annexe n°3 : Article du « Nouvelliste »

TRAVAILLER A MIEUX S'INTEGRER

14 janvier 2009 - PASCAL GUEx

REUSSITE Huit étudiantes en travail social de la HES-SO Valais animent des ateliers d'intégration pour les femmes migrantes de la région de Martigny. Un succès!

«Les progrès en français comme au niveau de la socialisation sont éloquentes.» L'opération «UNI-VERS-ELLES» a donc débouché sur une totale réussite. Pour la plus grande fierté des huit étudiantes en travail social de la HES-SO Valais et de leur professeure Marcelle Gay, l'équipe à la base de cette aventure originale. Intéressées par le domaine de la migration, ces jeunes filles ont centré leur action sur l'intégration d'étrangères de la région de Martigny. Elles ont ainsi mis en place des ateliers visant «à favoriser une socialisation originale de ces femmes en les incitant à effectuer des apprentissages utiles à leur intégration».



Soutien financier

Dès le départ, un véritable partenariat a ainsi été instauré entre l'ensemble des personnes impliquées dans le projet. «La contribution des femmes migrantes a par exemple consisté à participer résolument tant à la marche des ateliers qu'au financement de certaines activités. La commune de Martigny, par son délégué à l'intégration, a accepté de soutenir les démarches et a fourni un cadre adéquat à la réalisation du projet.» Tandis que la HES-SO Valais a collaboré activement et supervisé tout au long l'accomplissement de cette belle histoire de formation, de solidarité et in fine de construction de la société. Une aventure qui n'a pas laissé insensible les plus hautes autorités.

A preuve le soutien financier accordé par le Service de la population et des migrations par son coordinateur de l'intégration.

Ce projet s'inscrivait en effet totalement dans les dispositions préconisées par la nouvelle Ordonnance fédérale pour l'intégration des étrangers. Au niveau local, chaque collectivité est ainsi invitée à soutenir l'intégration des personnes migrantes, et notamment des femmes, des enfants et des jeunes, en fournissant les structures nécessaires. Ceci tout en étant attentive aux apprentissages indispensables à la vie en société: la langue, la volonté d'acquérir une formation pour citer deux axes travaillés dans les ateliers.

Même une garderie

Concrètement, le projet «UNI-VERS-ELLES» a consisté à faire vivre trois ateliers animés bénévolement par les étudiantes à l'origine du projet. De septembre 2008 à ce mois de janvier, une trentaine de migrantes se sont retrouvées tous les jeudis pour participer à cette expérience. Le premier atelier consacré à l'informatique fournissait une initiation à cet outil de communication indispensable, via la réalisation de CV, la découverte de l'internet et la mise en page. Le deuxième atelier était basé sur la création avec des cours de crochet, de couture ou de peinture. Enfin, un atelier de cuisine a permis de découvrir des recettes du monde. En parallèle, les étudiantes ont également ouvert une garderie pour les enfants de leurs «élèves» afin que ces femmes puissent participer aux activités en étant assurées que leurs enfants étaient bien entourés.

Pour des raisons pratiques, cet article a été pris depuis le site Internet du Nouvelliste (www.lenouvelliste.ch).

Annexe n°4 : Procédure de naturalisation

« La procédure de naturalisation comporte trois échelons. Pour devenir citoyen suisse, il est nécessaire d'obtenir le droit de cité d'une commune et d'un canton puis d'obtenir l'autorisation de naturalisation de la Confédération. Sur le plan fédéral, la loi sur la nationalité ne comporte que des exigences minimales. Dans les législations cantonales, il existe des dispositions légales propres au canton qui vont pour certaines bien au-delà des conditions érigées par la Confédération. Pour la plupart des cantons il n'existe pas de droit à la naturalisation. Certains cantons donnent aux communes de larges marges de manœuvre en ce qui concerne l'attribution du droit de cité communal à des étrangers. Voilà qui explique pourquoi la naturalisation n'est pas soumise partout aux mêmes règles.

Quiconque souhaite obtenir l'autorisation de naturalisation sur le plan fédéral doit satisfaire aux conditions que voici:

- 12 ans de domicile légal en Suisse (les années passées entre la 10e et la 20e année dans notre pays comptent double)
- S'être adapté aux conditions helvétiques
- Etre familiarisé avec le mode de vie, les mœurs ainsi que les us et coutumes suisses
- Respecter l'ordre juridique suisse
- Ne pas constituer une menace pour la sécurité intérieure ou extérieure de notre pays »³⁵

En Valais, c'est la « Loi sur le droit de cité valaisan du 18 novembre 1994 » qui règle les conditions d'acquisition et de perte de la citoyenneté cantonale et du droit de cité communal et qui contient les règles d'application du droit fédéral.

La naturalisation ordinaire

La procédure se divise en deux phases : l'étranger s'adresse d'abord à l'administration fédérale et lui demande l'autorisation de poursuivre. Lorsqu'il l'a obtenue, il demande à un canton (et à une commune) la naturalisation proprement dite (art. 12 LN).

a. La première étape conduit à l'autorisation fédérale, accordée par l'Office des migrations, sous réserve d'un recours au Tribunal administratif fédéral qui statue définitivement. Elle est subordonnée à trois conditions :

1. La capacité; le requérant doit être capable d'agir; les mineurs ne peuvent présenter une demande que par l'intermédiaire de leur représentant légal (art. 34, al. 1, LN); depuis la novelle de 1990, les femmes mariées sont recevables;
2. La résidence; elle se caractérise comme la présence en Suisse conforme aux dispositions légales sur la police des étrangers (art. 36 LN); le requérant doit avoir résidé en Suisse pendant douze ans, dont trois au cours des cinq dernières années; le temps de résidence compte double pour les enfants entre 10 et 20 ans révolus (art. 15, al. 1 et 2, LN);
3. L'aptitude; la loi de 1990 la définit : l'Office compétent doit s'assurer que l'intéressé s'est intégré dans la communauté suisse, accoutumé au mode de vie et aux usages helvétiques, conformé à l'ordre juridique en vigueur et qu'il ne compromet pas la sûreté intérieure ou extérieure de la Suisse (art. 14 LN);

Cette disposition prescrit aussi une enquête qui donne une image aussi complète que possible de la personnalité du requérant et des membres de sa famille.

L'autorisation est donnée pour un canton déterminé et pour une durée de trois ans, laquelle

³⁵ www.ekm.admin.ch (consulté le 5 septembre 2008)

peut être prolongée. Elle sera révoquée si l'Office apprend, avant la naturalisation, des faits qui auraient motivé un refus (art. 13, al. 5, LN). Elle lève un obstacle, en constatant que l'étranger peut demander sa naturalisation dans un canton et une commune.

b. La seconde étape dépend du droit cantonal, lequel pose généralement des conditions supplémentaires. Celles-ci concernent le temps de résidence, l'assimilation, la moralité, la solvabilité. En revanche, les cantons ne sont pas habilités à percevoir une taxe, seul le paiement d'un émolument visant à couvrir les frais de la décision peut être exigé (art. 38 LN). La loi cantonale arrête également la procédure, qui se décompose en deux phases. En premier lieu, le postulant s'adresse à une commune et lui demande la promesse de la bourgeoisie. Une fois cette formalité accomplie, il sollicite l'indigénat du canton et, par là, sa naturalisation proprement dite; le gouvernement ordonne une enquête et exprime son avis; la décision est prise, en toute liberté, par le Gouvernement, le Parlement ou par la Landsgemeinde ; le refus de la naturalisation ordinaire à l'échelon local peut faire l'objet d'un recours, d'abord auprès d'un tribunal cantonal, ensuite auprès du Tribunal fédéral ; d'après le Tribunal fédéral, le recours subsidiaire de droit constitutionnel est ouvert pour vices de procédure ou pour violation de l'interdiction des discriminations. Si le requérant échoue, il n'obtient pas la nationalité suisse. Il lui est loisible de recommencer ses démarches, en réclamant une nouvelle autorisation fédérale pour un autre canton.

La naturalisation facilitée

Accordée directement par l'Office fédéral des migrations, elle obéit à une procédure sensiblement plus rapide et gratuite, honnis un émolument de chancellerie (art. 32 et 38 LN). Le canton concerné est consulté; s'il élève une objection, l'Office peut passer outre, sous réserve d'un recours au Tribunal administratif fédéral puis d'un recours en matière de droit public au Tribunal fédéral (art. 51 LN). Puisque le canton et la commune sont ainsi privés de leur pouvoir de décision, la naturalisation facilitée déroge à l'article 37, alinéa 1, Cst. Aussi est-elle conforme à la Constitution seulement si elle repose sur l'article 38, alinéas 1 ou 3. Elle peut être prévue uniquement dans les cas où la Confédération serait compétente pour octroyer le droit de cité automatiquement, par l'effet de la loi.

Il y a six cas:

1. Le conjoint d'un ressortissant suisse, qu'il réside dans le pays ou même à l'étranger (et. 27 et 28 LN);
2. L'étranger qui a vécu pendant cinq ans au moins dans la conviction qu'il était suisse et qui a été traité comme tel par une autorité cantonale ou communale (art. 29, al. 1, LN, qui se justifie par des considérations déduites de la bonne foi);
3. L'enfant devenu étranger par l'annulation du lien de filiation à l'égard de son parent de nationalité suisse selon l'article 8 LN (art. 29, al. 4, LN);
4. Un enfant apatride mineur s'il a résidé au total cinq ans en Suisse, dont l'année précédant le dépôt de la demande (art. 30 LN);
5. L'enfant étranger qui n'a pas été compris dans la naturalisation de l'un de ses parents s'il a résidé au total cinq ans en Suisse, dont l'année précédant le dépôt de la demande, et pour peu qu'il dépose sa demande avant son 22ème anniversaire (art. 31a LN) ;
6. L'enfant étranger qui n'a pu acquérir la nationalité suisse parce que l'un de ses parents l'avait perdue avant sa naissance s'il a des liens étroits avec la Suisse (art. 31b LN).

Dans tous les cas, la loi prescrit que la naturalisation facilitée soit réservée aux requérants qui ont des liens réels avec la Suisse : elle est subordonnée à des conditions générales, car le postulant doit établir qu'il s'est intégré en Suisse, qu'il se conforme à la législation suisse et qu'il ne compromet pas la sécurité intérieure et extérieure de la Suisse (art. 26 LN).

Annexe n°5 : Portrait des femmes

Nom : _____

Prénom : _____

Date de naissance : _____

Vous êtes : ☐ mariée ☐ célibataire ☐ séparée ☐ divorcée ☐ veuve



Quel est votre statut (permis de séjour) ? _____



Quel est votre pays d'origine ? _____

Avez-vous des enfants ? ☐ oui ☐ non Si oui, combien ? _____

Date d'arrivée en Suisse : _____

Travaillez-vous ? ☐ oui ☐ non

Si oui, quel travail exercez-vous ? : _____

A quel pourcentage ? : _____%

Quelle(s) est(sont) votre formation(s) ? _____

Pourquoi êtes-vous venue en Suisse ?

☐ Migration économique (pour le travail)

☐ Regroupement familial

☐ Migration politique

☐ Migration culturelle

☐ Autre : _____

Faites-vous partie d'une association ? ☐ oui ☐ non

Si oui, laquelle ? _____

Comment avez-vous entendu parler de ces ateliers ?

☐ M. Sognane

☐ Mme Olesen

☐ Cours de français

☐ Par une amie

☐ Autre : _____

Merci !

Annexe n°6 : Modèle de grille d'entretien

Entretien n° _____

Nom et prénom : _____

Date : _____

Lieu : _____

Durée : _____minutes

Extrait 1 : Ruza et Ana au casino (15)

Résumé de l'extrait

Ana a insisté pour que Ruza la suive au casino. Ruza ne supporte pas qu'Ana jette son argent par la fenêtre et part. Ana la suit pour lui donner ses jetons. Ruza raconte alors son arrivée en Suisse et la solitude qu'elle a vécue. Elle raconte également qu'elle a construit quelque chose ici, et que maintenant, elle n'a plus besoin de personne.

Durée : 58'10" – 60'33"

Concept :

Intégration sociale au lieu de vie

A votre arrivée en Suisse, comment vous êtes-vous sentie ? Quelles difficultés avez-vous ressenties ?

	Pas de difficulté	Difficulté légère	Difficulté modérée	Grosse difficulté
S'adapter à la ville				
S'adapter à votre quartier				
S'adapter à votre logement				
S'adapter au climat suisse				
Faire connaissance avec les gens du quartier				
Utiliser les transports publics (bus, train, etc.)				
Respecter les règles dans le bâtiment locatif (heures de calme, lieux communs, etc.)				
Participer à des ateliers d'intégration (cuisine, création, informatique)				

Par rapport à cet extrait :

Ruza dit : « je n'ai plus besoin de personne » D'après vous, est-ce une marque d'intégration ? ☐ oui ☐ non

Pour quelles raisons : _____

Pensez-vous que Ruza respecte les règles du pays ? ☐ oui ☐ non

Si oui, lesquelles ? _____

Si non, lesquelles ? _____

Selon vous, est-il important de conserver son identité et ses caractéristiques culturelles ? ☐ oui ☐ non

Participez-vous aux réunions de parents d'élèves/de classe ?

☐ Jamais ☐ Parfois ☐ Souvent ☐ Toujours

Lorsqu'il y a des fêtes ou manifestations à Martigny, à quelle fréquence y participez-vous ?

☐ Jamais ☐ Parfois ☐ Souvent ☐ Toujours

Auxquelles participez-vous ? _____

Commentaires sur l'extrait : _____

Extrait 2 : Ana à la cantine (5)

Résumé de l'extrait

Ana vient de commencer le travail à la cantine. Elle discute avec Mila en cuisine. Plus tard, alors qu'elle débarrasse les tables et parle de la Bosnie avec des clients, Ruza l'interpelle en l'informant qu'elle n'est pas là pour discuter mais pour travailler.

Durée : 18'50" – 20'54"

Concept :

Intégration sociale au travail

Concernant votre travail, comment vous sentez-vous face à ces situations :

	Pas de difficulté	Difficulté légère	Difficulté moyenne	Grosse difficulté
Trouver un travail				
Trouver un travail correspondant au travail du pays d'origine				
Avoir accès à une formation pour se perfectionner				
Faire reconnaître ses compétences professionnelles				
Se sentir reconnue au travail				
S'adapter aux règles sur le lieu de travail				
Créer des liens avec les collègues				
Avoir du contact avec les personnes que vous côtoyez (clients, patients, etc.)				

Commentaires sur l'extrait : _____

Extrait 3 : Repas chez Mila et Ante (13)

Résumé de l'extrait

Mila et Ante parlent avec leurs invités du retour au pays. Mais ils ne sont pas du même avis... Mila voudrait rester en Suisse, avec ses enfants ; Ante veut retourner en Croatie où il a construit sa maison.

Durée : 52'28" – 53'30"

Concept :

Citoyenneté

Selon vous, « vivre ensemble » signifie :

- ☐ Avoir un idéal commun, collectif
- ☐ Tolérer les valeurs de chacun
- ☐ Rester chacun chez soi pour ne pas déranger
- ☐ Respecter les lois, les règles, les droits humains
- ☐ Etre responsable de ses actes

Connaissez-vous les institutions et associations suivantes :

- ☐ OSEO (Œuvre Suisse d'Entraide Ouvrière)
- ☐ CIMS (Centre International pour la Migration et la Santé)
- ☐ OSAR (Organisation Suisse d'Aide aux Réfugiés)
- ☐ ODM (Office Fédéral des Migrations)
- ☐ CFM (Commission Fédérale pour la question des Migrations)
- ☐ CSI (Centre Suisse Immigré)

Si oui, comment les connaissez-vous? _____

En tant que personne immigrante, connaissez-vous les droits que vous avez ? Lesquels ?
(si non, énumérer les droits et voir dans quel contexte elle l'a utilisé : droit de constituer une association, liberté de réunion, droit aux assurances sociales, liberté générale d'expression, etc.)

Avez-vous des difficultés à comprendre les lois suisses ? ☐ oui ☐ non

Lesquelles :

Etes-vous satisfaite de votre statut? En quoi êtes-vous satisfaite ou pas satisfaite ?

Connaissez-vous la procédure de naturalisation en Suisse ? ☐ oui ☐ non

Auriez-vous envie d'être naturalisée ? ☐ oui ☐ non

Pourquoi ?

Seriez-vous prête à ce que l'un de vos enfants nés en Suisse le devienne ? ☐ oui ☐ non

Seriez-vous favorable à ce que l'un de vos enfants épouse un/une suisse/sse ? ☐ oui ☐ non

Connaissez-vous le nom du nouveau président de la ville de Martigny ? ☐ oui ☐ non

Son nom :

Savez-vous quel jour a lieu la fête nationale suisse ? ☐ oui ☐ non Date :

Commentaires sur l'extrait :

Question finale ouverte :

De manière générale, êtes-vous satisfaite du ou des atelier(s) au(x)quel(s) vous participez? ☐ oui ☐ non

En quoi êtes-vous satisfaite ? _____

Qu'est-ce que cela vous a apporté ?

Autres/remarques :

Annexe n°7 : Résumé du film « Das Fraulein »³⁶

« Ruža, 50 ans, a quitté Belgrad pour la Suisse il y a 25 ans dans l'espoir d'y trouver une vie meilleure. Aujourd'hui, elle n'a plus qu'une passion : l'argent. Ruža est propriétaire d'une cantine d'entreprise à Zurich qu'elle dirige d'une main ferme et avec un succès financier certain. Sa vie se déroule dans un cadre bien ordonné où les tâches routinières se suivent et se ressemblent: le travail à la cantine, l'addition des recettes de la journée au bureau, le dîner dans son petit appartement zurichois. Ruža s'est établie en Suisse pour de bon et ne songe plus à retourner dans sa Serbie natale.

Tout le contraire de Mila, 60 ans, son employée de longue date. Elle vit en Suisse depuis des dizaines d'années et travaille dur afin de réaliser son rêve: une maison en Croatie. La vie réglée des deux femmes et le quotidien à la cantine sont chamboulés le jour où Ana, 22 ans, débarque de Sarajevo. Belle et pleine de caractère, Ana mord dans la vie à pleines dents. Pourtant, elle se trouve à la dérive, sans but ni fin, à la fuite de son passé : la guerre en Bosnie l'a profondément marquée et elle essaie de tenir bon à sa manière, bruyante et joyeuse. Ana doit accepter le travail à la cantine par manque d'argent. Elle travaille bien mais ne cesse de remettre en question l'ordre établi par Ruža. La nuit, Ana – dont on ignore le statut de SDF à la cantine – erre seule dans la ville et se réfugie auprès des hommes qu'elle rencontre au hasard de ses pérégrinations.

Ruža se sent menacée par le franc-parler et la gaieté d'Ana. En même temps, la joie de vivre de la jeune femme la fascine. Ruža reconnaît en Ana la jeune femme qu'elle était autrefois. Quant à Mila, elle est vexée par l'attention que Ruža porte à la nouvelle-venue et se sent incomprise.

Les conflits sournois entre les trois femmes s'embrasent lorsqu'Ana organise une fête spontanée pour l'anniversaire de Ruža. Cela entraîne toute une série de changements : Ruža retrouve sa spontanéité, elle danse sur de la musique serbe, rit et s'amuse. Le lendemain matin, non seulement elle se réveille avec une gueule de bois, mais avec un regard nouveau sur sa vie. La surprise-partie a réveillé son appétit pour une vie plus colorée, plus riche et moins routinière. Entre ces deux femmes de caractère, une amitié naît peu à peu. Pourtant, une certaine distance sépare encore les deux femmes : Ruža n'ose pas trop se confier et Ana détient un secret qu'elle ne veut pas affronter. »

³⁶ www.dasfraulein.ch

Annexe n°8 : Statistiques de fréquentation des ateliers Uni-vers-elles

	18.09.08	25.01.08	02.10.08	09.10.08	16.10.08	23.10.08	06.11.08	13.11.08	20.11.08	27.11.08	04.12.08	11.12.08	18.12.08
Atelier informatique	10	11	10	10	12	12	11	11	9	10	8	10	8
Atelier création	2	6	3	4	6	4	4	6	5	5	3	4	0
Atelier cuisine	6	3	5	4	5	5	3	4	2	3	3	3	4
Totaux	18	20	18	16	23	21	18	21	16	18	14	17	12
Garderie													
Atelier informatique	2	1	2	1	0	5	1	1	1	1	0	1	2
Atelier création et cuisine	1	2	2	4	1	3	1	2	1	1	1	1	2
Totaux	3	3	4	5	1	8	2	3	2	2	1	2	4

Moyennes de participation

Atelier informatique : 10 femmes/atelier

Atelier création : 4 femmes/atelier

Atelier cuisine : 3.8 femmes/atelier

Moyennes des enfants à la garderie

Atelier informatique : 1.4/atelier

Atelier création et cuisine : 1.7/atelier